

Durant la bataille d'Alger les combats se poursuivent dans le reste du pays. Le déminage est une mission de l'armée.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Marie Elbe***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Edmond Fréson***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21 311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS.
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo G. Maffait



ALGER RETROUVE LA SÉCURITÉ

Jean FONTUGNE

Le bilan politique et économique du premier trimestre 1957 est particulièrement important, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Il est marqué, en effet, par l'adhésion des États-Unis au comité militaire du pacte de Bagdad, l'accord anglo-américain sur les fusées stratégiques et la signature des traités de Rome instituant la Communauté économique européenne.

Enfin, dans les pays communistes, la signature d'un traité de délimitation de la frontière soviéto-polonaise posera pour de longues années de nouveaux problèmes au monde occidental.

La solution du drame algérien demeure évidemment le souci principal du gouvernement français. La guerre, que l'on veut finalement mener, coûte cher mais l'emprunt Ramadier permettra de trouver de nouveaux fonds et de parer au plus pressé. En outre, les difficultés que rencontre le président Guy Mollet du fait de ses alliés politiques sont multiples. Enfin, le parti radical, au bord de la scission à la suite de la crise provoquée par Mendès-France, perd son vieux leader, Édouard Herriot.

En Algérie, cependant, les vigoureuses mesures prises par le commandement portent leurs fruits : la situation militaire s'améliore. Ben M'Hidi, l'un des derniers chefs historiques restés à Alger, sera capturé, tandis que la libre circulation et la sécurité dans la Casbah sont maintenant assurées. Les parachutistes peuvent être retirés progressivement de la ville pour participer aux opérations dans le djebel, où la chasse aux katibas est menée activement.

Mais le Parlement français semble surtout inquiet de la nouvelle situation créée en Tunisie et au Maroc par le traité d'amitié signé entre les deux pays et qui profitera au F.L.N. Les progrès accomplis dans la pacification en Algérie paraissent échapper alors à la majorité de l'Assemblée nationale, plus divisée que jamais.

Il est vrai que dans le même temps l'Afrique noire francophone donne de nouveaux sujets d'inquiétude. Les élections aux Assemblées territoriales marquent le succès du Rassemblement démocratique africain en Afrique-Occidentale française et en Afrique-Équatoriale française et l'entrée d'éléments nationalistes dans les Assemblées malgaches.

J. F.

SOMMAIRE N° 225 :

965 - On quadrille Alger — Colonel R.-P. Trinquier

973 - Bombes : deuxième offensive — Francis Attard

980 - Les paras arrêtent Ben M'Hidi — A. P. Lentin

986 - Ce juge sous l'uniforme — Jacques Batigne

992 - Le Médracen — Odette Boucher

PARADE AU TERRORISME : ON QUADRILLE ALGER



Dans Alger, où certains milieux européens sont acquis à la subversion, le terrorisme fait rage, et le F.L.N. dispose de « planques » dans le centre de la ville.

Dimka-Svetchine

Si l'action psychologique cherche à obtenir l'adhésion des populations à un parti et à les dresser, par des moyens pacifiques et bien souvent légaux, contre le pouvoir établi, le terrorisme vise à briser leur résistance et à obtenir leur soumission inconditionnelle par l'emploi de la violence.

Disposant d'une organisation le plus souvent mise en place dès le temps de paix, le terrorisme s'est révélé comme l'arme de guerre la plus efficace des temps modernes.

Certes, le terrorisme est une arme ancienne. Mais dans le passé, il visait seulement les hautes personnalités politiques : souverains, chefs d'État, ministres, hauts fonctionnaires, etc. Ces attentats spectaculaires n'obtenaient que des résultats fugitifs.

Aujourd'hui, ceux qui utilisent le terrorisme ne cherchent pas seulement à frapper l'esprit des masses, ils veulent soumettre les populations à leur volonté. Le terrorisme n'est plus le fait de quelques individus agissant isolément, il est devenu une arme de guerre, mise en œuvre par une organisation de guerre, pour atteindre des buts de guerre.

Le terrorisme moderne vise l'appareil de l'État à sa base, constituée par les petits cadres, liens directs entre le pouvoir et les habitants. C'est ce lien que le terrorisme s'efforce de briser pour que l'appareil de l'État, coupé des populations, tourne à vide.

Le petit fonctionnaire à son bureau ou chez lui, le policier réglant la circulation dans un carrefour important, le gendarme regagnant sa caserne à bicyclette après une tournée de routine dans son canton, le chef de gare, l'instituteur, ▶



Face au large, et ▶ aussi aux convulsions de la cité, la préfecture, où Serge Barret, l'igame d'Alger, Massu, chargé de l'ordre et de la sécurité, et Teitgen, secrétaire général, tiendront maintes conférences avant d'accepter le projet de D.P.U. du colonel Trinquier et sa mise en place dans la ville d'Alger.

J.-M. Dorveaux



les civils "étiquetés" so

Alger pris dans un quadrillage qui va diviser les ▶ arrondissements en îlots, les îlots en buildings et les buildings eux-mêmes, à l'extrême, en groupes humains : les familles. On en arrive ainsi au monumental fichier d'une ville qui vit à l'heure de la dénonciation.



◀ Diar-el-Mahçoul. Porte de la mer. Une des « galaxies algéroises » construites par Pouillon. Population mixte. Déjà sous contrôle du F.L.N., les musulmans vont devoir participer aux activités du D.P.U. Autodéfense par le renseignement. La force des choses les place entre deux inquisitions.

Carlus

le postier, le maire d'une petite ville, etc., voilà les premiers objectifs du terrorisme moderne.

Ensuite, les habitants quels qu'ils soient, dans la rue, à leur travail, chez eux, dans les transports en commun, partout, en tout temps, en tout lieu, seront aveuglément visés, afin que tous, menacés dans leur vie, aient le sentiment que le pouvoir n'est plus en mesure d'assurer leur protection.

La police, prévue pour lutter contre les délinquants de droit commun, sera rapidement débordée ; elle ne sera jamais en mesure de protéger tous les habitants menacés. La population, privée de ses petits cadres et de ses éléments les plus dynamiques, ne résistera pas à une telle épreuve. Elle perdra confiance dans l'État dont la mission première est d'assurer sa sécurité. Elle devra se soumettre à la volonté des terroristes seuls, en définitive, capables de la ménager. Elle deviendra une masse désorganisée, sans volonté, que les organisations subversives manipuleront.

La population d'Alger, particulièrement la population musulmane (1), soumise depuis un an à l'action d'une puissante organisation terroriste infiltrée dans la ville, se trouvait, en décembre 1956, dans cette situation morale et physique.

Or lorsque l'État se montre incapable d'assurer la sécurité des populations, les éléments les plus dynamiques ont tendance à se substituer à lui et à prendre en charge leur propre protection. C'est ce que nous voyons aujourd'hui encore dans la banlieue parisienne.

Il en fut de même à Alger. Face au déferlement du terrorisme, les Européens organisèrent des groupes antiterroristes qui n'hésitèrent pas à employer les procédés du F.L.N., c'est-à-dire à se venger des attentats dont ils étaient l'objet sur des musulmans, le plus souvent innocents. Ces groupes agissaient dans l'illégalité la plus complète et échappaient à tout contrôle. Les méfaits qu'ils étaient amenés à commettre élargissaient encore le fossé que les attentats commis par le F.L.N. avaient creusé entre les deux communautés. En définitive, ils faisaient ainsi le jeu de la rébellion.

C'est pour faire face à cette situation désespérée que Robert Lacoste, ministre résidant en Algérie, donna, en janvier 1957, tous les pouvoirs de police à la 10ᵉ D.P. aux ordres du général Massu pour qu'elle intervînt massivement sur la ville d'Alger, détruisît l'organisation terroriste qui s'y était implantée et rétablît la sécurité pour tous ses habitants, européens et musulmans.

Un réseau de renseignements

Or, nous l'avons vu, le terrorisme, par ses procédés aveugles, vise tous les habitants. Cette menace permanente les terrorise parce qu'aucune force de police, ni même l'armée, n'est en mesure d'assurer la protection de chacun d'eux. Pour obtenir qu'ils ne fussent plus des cibles isolées et sans défense, j'ai alors pensé qu'il fallait les faire participer à leur propre protection. Pour cela il devenait nécessaire de les faire entrer dans une organisation englobant la totalité de la population et capable, en liaison avec le commandement, d'assurer leur propre sécurité.

Nous savons que le contrôle des masses par une stricte hiérarchie et souvent par plusieurs hiérarchies parallèles est l'instrument qui permet aux régimes totalitaires de soumettre à leur volonté des populations conquises en

(1) A l'inverse de ce que l'on a pu croire, ce sont surtout les musulmans qui furent victimes des terroristes F.L.N. C'est eux qu'il fallait d'abord soumettre. En Kabylie, par exemple, dans le seul canton de Michelet, entre le 1ᵉʳ novembre 1954 et le 17 avril 1957, ils ont tué 2 200 habitants, et souvent après d'affreuses tortures.



◀ Marée montante des gosses dans la cité de Diar-el-Mahçoul. La guerre qui se déchaîne dans leur ville ? Ils ne savent pas encore. Le soleil est là, les jeux improvisés, et ce qu'ils aiment par-dessus tout : le passage des petits vendeurs ambulants. D.P.U. ? F.L.N. ? Des lettres.

Dimka-Swetchine

t étroitement surveillés au sein d'un dispositif de protection urbaine



B. Dantreb

décelant rapidement tout élément hostile au pouvoir établi infiltré dans leur sein.

Pour être en mesure de déceler les organisations subversives infiltrées dans la population d'Alger et pour empêcher leur reconstitution après les avoir détruites, il était évident que nous devions disposer d'une telle organisation.

Le général Massu, commandant la 10ᵉ D.P., m'ayant pris comme adjoint, particulièrement chargé des liaisons avec la préfecture, je lui proposai d'entreprendre l'organisation de la population – européenne et musulmane – de la ville d'Alger et de la faire participer à la lutte contre le terrorisme.

Obtenir la coopération des Européens n'offrait pas de difficulté. Ils y étaient naturellement disposés et avaient d'eux-mêmes mis en place dans les quartiers les plus exposés un dispositif sommaire de sécurité. A diverses reprises, les associations d'anciens combattants avaient offert leur concours bénévole.

Quant aux Français musulmans – particulièrement ceux de la Casbah –, noyautés dès le départ par les organisations terroristes, il était évident qu'il serait plus difficile d'obtenir leur coopération.

Les anciens combattants ayant manifesté le désir de participer à la lutte contre le terrorisme, le général Massu me chargea d'étudier avec eux les conditions dans lesquelles ils pourraient être utilisés.

Avec les présidents des deux plus importantes associations, nous décidâmes de couvrir d'abord la ville d'un immense réseau de renseignements. Le procédé à employer était classique : découper la ville en quartiers, les quartiers en îlots, les îlots en groupes de maisons ou en buildings, et mettre à la tête de chacune de ces divisions territoriales un chef et plusieurs adjoints qui auraient pour mission essentielle de transmettre les renseignements recueillis à tous les échelons, pour une exploitation immédiate par l'armée.

La préfecture accepte

Ce projet fut soumis au général Massu ; il le transmit à la préfecture qui, après bien des réticences, l'accepta. Le 7 février 1957, une note de la préfecture instituait, « dans le ressort de l'inspection générale pour les départements de la région d'Alger et pour l'agglomération algéroise, un dispositif de protection urbaine, le D.P.U. ».

Le 10 février 1957, le général Massu fixa, par une note de service, les grandes lignes de ce nouvel organisme. En voici les paragraphes essentiels :

1) Un service de protection urbaine est créé dans le ressort du commandement du Grand Alger. Il a pour but de permettre la participation de certains éléments de la population à l'exécution de consignes simples destinées à faciliter le maintien de l'ordre et à assurer la sécurité des habitants ;

2) Ce service a à sa tête un commandant militaire assisté de deux personnalités civiles ;

3) L'organisation est hiérarchisée. Le premier échelon est constitué par les arrondissements de police. Auprès de chaque commissaire de police d'arrondissement est institué un chef de protection urbaine de l'arrondissement assisté lui-même de deux adjoints. Le chef d'arrondissement se tient en contact avec le commissaire de police auprès duquel il est placé pour toute mission que la police d'État pourrait lui donner au titre du maintien de l'ordre. Il est habilité, dans le cadre de sa mission, à proposer toute mesure qui lui paraîtrait appropriée.

Les arrondissements sont eux-mêmes divisés en îlots ayant à leur tête un chef d'îlot et deux adjoints. Les îlots sont à leur tour divisés en buildings, ou en groupes de maisons pour les quartiers périphériques ; leurs chefs sont également assistés de deux adjoints ;

4) Le rôle des chefs d'arrondissement, des chefs d'îlot et des chefs de building est précisé dans les annexes jointes ;

5) Les titulaires des divers emplois ▶

Alger divisé en îlots qui tissent sur la cité un immense réseau de renseignements

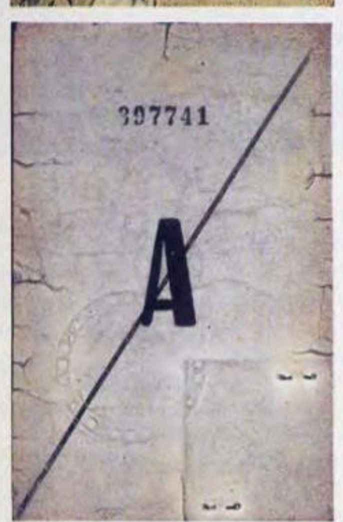
sont nommés par le commandant militaire de la protection urbaine sur proposition de ses adjoints civils et des chefs d'arrondissement après enquête sévère sur chacun des candidats proposés et après approbation des autorités civiles et militaires ;

6) Les candidats sont volontaires et ne perçoivent aucune solde. Ils reçoivent une carte spéciale, au modèle ci-joint, et une autorisation de port d'arme de poing. Ils ne sont autorisés à se servir de leur arme que dans leur îlot de résidence, et seulement en cas d'attentat, pour assurer la protection des individus isolés ;

7) Le commandant militaire de la protection urbaine, les autorités civiles et militaires peuvent en tout temps procéder aux éliminations qui se révéleraient nécessaires.

La lecture de cette note montre à l'évidence (paragraphe 3) que cet organisme, créé sous l'emprise de la nécessité et après bien des réticences, devait être mis sur pied en liaison étroite avec la police et être son auxiliaire exclusif. Les contacts furent donc rapidement pris avec tous les commissaires des arrondissements, en particulier pour l'établissement du quadrillage.


PREFECTURE D'ALGER N° 1
Tous Arrondissements
PROTECTION URBAINE
M. TRINQUIER Roger
né le 20 Mars 1908
à LA BEAUME (Htes-Alpes)
résidant à ALGER
101, Boulevard Saint-Saëns
est chargé de la protection civile de ALGER
A ALGER, le 21 Janvier 57
LE PREFET,
P.O. le Secrétaire Général,
P. le Commandant Militaire de la Protection Urbaine


307741
A


PREFECTURE D'ALGER N°
Arrondissement
PROTECTION URBAINE
COPIE
M
né le
à
résidant à
est chargé de la protection civile de
A ALGER, le 1957
LE PREFET,
P.O. le Secrétaire Général,
Photo d'identité 3,5 x 4

Responsable du D.P.U., le colonel Roger Trinquier. ***(En bas)*** **carte d'identité obligatoire; lettre de l'îlot : A.**



L'effectif d'une demi-division

Ensuite, nous décidâmes, le général Massu et moi, en accord avec mes deux adjoints, anciens combattants, que ceux-ci désigneraient parmi leurs amis les dix-huit chefs d'arrondissement de police et leurs adjoints. A leur tour, les chefs d'arrondissement désigneraient les chefs d'îlot et leurs adjoints ; enfin les chefs d'îlot désigneraient les chefs de building, ou de groupe de maisons, et leurs adjoints.

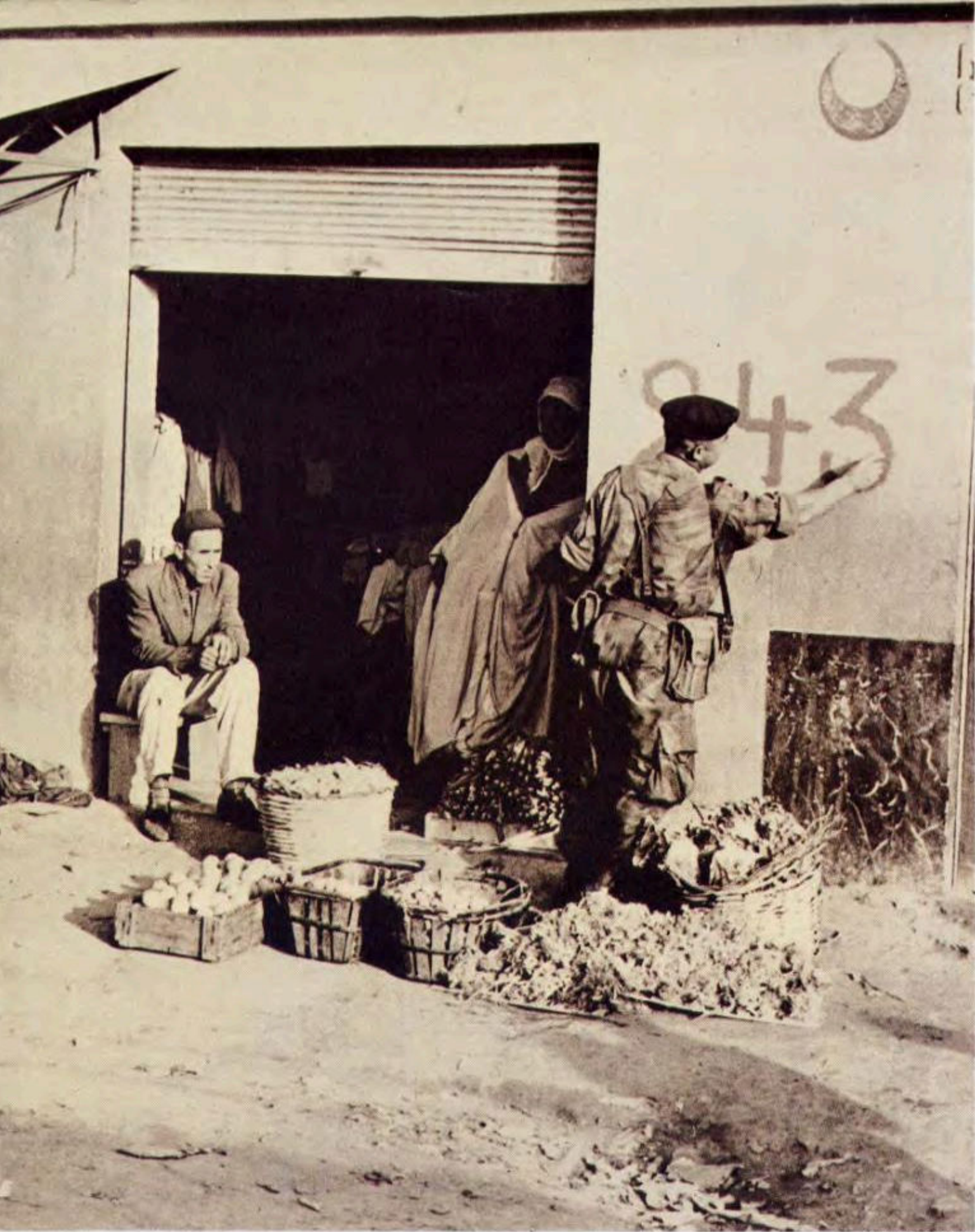
Ainsi le système de cooptation obligatoirement employé à tous les échelons rendait chacun des membres responsable de ses subordonnés immédiats et permettait une mise en place rapide et sûre de tous les éléments du D.P.U.

Comme prévu par la note précitée, chacun des commissaires reçut pour son arrondissement la liste des candidats proposés (chefs d'arrondissement et adjoints, chefs d'îlot et adjoints) pour enquête. Mais, pour des raisons inexpliquées, aucune enquête ne fut jamais entreprise. La mise en place du système risquait donc d'être bloquée dès le départ. Avec l'accord du général Massu, il fut décidé que les membres proposés dans les conditions prévues recevraient leur carte sans attendre des résultats d'enquête que nous risquions de ne jamais recevoir.

Il fallut cependant plus de deux mois pour que chaque building d'Alger occupé par des Européens ou une population mixte fût doté d'un chef responsable et de deux adjoints. L'immense réseau fut enfin mis en place ; il comptait environ 7 500 membres, soit l'effectif d'une demi-division.

Les réticences des autorités civiles à l'égard des membres du D.P.U., les soupçons dont ils étaient l'objet, firent que dès le début ils ne prirent aucun contact avec la police et coopérèrent seulement avec l'armée. Le but proposé était cependant atteint : surveillance de la population assurée dans les quartiers européens. En effet, les consignes données aux chefs de building furent toujours strictement appliquées. Les voici résumées :

- Établir la liste complète des locataires et la tenir à jour ;
- S'informer au sujet de tout nouveau locataire ou de toute personne inconnue venant pour une raison quelconque dans le building ;
- Signaler tout suspect au capitaine du régiment de parachutistes le plus proche pour une exploitation immédiate du renseignement ;
- Diffuser verbalement aux locataires



Camus/Paris-Match

◀ **Sur chaque façade, des numéros, reproduits sur fiches. Reproduits aussi au premier étage, pour éviter qu'on n'efface ceux du rez-de-chaussée.**

les consignes ou les ordres du commandement en vue du maintien de l'ordre.

Dès lors, il ne fut plus possible à aucun musulman d'entrer dans les quartiers européens sans être signalé.

En outre, le commandant militaire du D.P.U. réunissait chaque jeudi, à la préfecture, tous les chefs d'arrondissement et leurs adjoints. Il les mettait au courant de l'évolution de la situation, leur communiquait les consignes diverses reçues; il recevait leurs doléances et leurs suggestions, qu'il portait à la connaissance des autorités.

Maisons numérotées

Le D.P.U. était donc un lien souple entre les autorités et la population. Il permettait en tout temps au commandement de connaître ses sentiments et de prévoir ses réactions.

L'organisation des populations musulmanes fut plus délicate. Entièrement sous l'emprise du F.L.N., elles ne pouvaient nous apporter aucune aide. Elle fut l'œuvre des gendarmes mobiles, qui firent à Alger un travail d'une remarquable précision, surtout dans la Casbah.

Les bidonvilles de la périphérie et la Casbah furent d'abord divisés en quartiers, les quartiers en îlots (75 pour la Casbah), les îlots en groupes de maisons, ou, dans la Casbah, en buildings. Chaque quartier reçut un numéro particulier; chaque îlot, une lettre peinte sur chacun des angles de l'îlot et au premier étage (de 1 mètre de hauteur et de 0,10 m de largeur). Ainsi, elle était à l'abri des déprédations et particulièrement visible. Les groupes de maisons reçurent un numéro particulier, également peint. Pour les buildings, ce fut leur numéro dans la rue qui fut utilisé.

Ce travail accompli, les gendarmes mobiles, organisés en petites équipes, entreprirent un recensement complet de la Casbah et des bidonvilles.

Le chef d'équipe demanda d'abord aux habitants d'un building ou d'un groupe de maisons le nom du chef de famille le plus représentatif. Il le désigna sur-le-champ comme chef du groupe de maisons ou du building. Trois fiches (une blanche, une jaune et une rose) furent aussitôt établies à son nom, portant essentiellement le nom de chacun des chefs de famille du building ou du groupe de maisons dont il devenait responsable. Prises dans un manifold, établies simultanément à l'aide d'un papier carbone, elles étaient rigoureusement identiques. La fiche rose lui était remise; il devait la conserver précieusement. La fiche jaune était destinée aux militaires chargés du contrôle; la blanche, au bureau central de l'organisation des populations.

Familles fichées par trois fois

Trois fiches furent ensuite établies d'après les mêmes principes au nom des chefs de famille. Elles portaient le nom de tous les membres de leur famille, dont ils étaient désormais responsables. Ils gardaient par-devers eux la fiche rose, qu'ils devaient présenter à toute demande des autorités. La comparaison avec la fiche jaune ou blanche permettait de déceler immédiatement toute fraude.

Ce n'est que lorsque ce travail fut terminé que les chefs d'îlot furent désignés. Ils reçurent une fiche rose établie d'après les principes précédents, portant leur nom et celui des chefs de building (ou de groupe de maisons) dont ils devenaient responsables et une carte de membre du D.P.U. identique à celle que recevaient les Européens.

Il ne fut pas jugé utile de désigner des chefs d'un rang plus élevé, comme il avait été fait pour les Européens. Ils auraient été trop puissants et trop vulnérables. Les chefs d'îlot ne furent désignés qu'après une enquête sérieuse. Ils devaient essentiellement avoir des attaches solides dans l'îlot : être commerçants aisés, avoir des charges de famille importantes, être riches; en résumé, une situation difficile à abandonner. En revanche, leurs opinions politiques importaient peu; des liens connus avec le F.L.N. étaient même une raison supplémentaire pour les désigner. Ils permettaient de justifier éventuellement des sanctions prises contre eux. Placés dans une hiérarchie, étroitement surveillés, ils n'avaient pas d'autre possibilité que d'exécuter les directives qui leur étaient données.

Un organisme fut créé, installé dans une maison louée en plein centre de la Casbah aux ordres du capitaine Léger, un des meilleurs spécialistes des questions musulmanes. Chaque soir, il réunissait tous les chefs d'îlot pour leur don- ▶

D.P.U. : un moyen de contrôler les musulmans, mais aussi d'éviter le contre-terrorisme



Collection Sergent

◀ Pendant ce temps, dans le bled, une autre guerre se poursuit. Le 1er R.E.P. en opération. Les paras de la légion seront rappelés sur Alger à leur retour de Suez. Commandant le régiment : le lieutenant-colonel Brothier. Il a comme second, Jeanpierre, alors commandant. Ancien résistant, ancien déporté. Lorsque le R.E.P. est envoyé à Alger, en janvier 1957 les « bérets verts » ignorent pourquoi.

ner ses instructions, recevoir des renseignements et écouter leurs doléances. Il devint rapidement le vrai chef militaire de la Casbah.

Chaque fiche ainsi établie portait un numérotage spécial :

a) la lettre de la ville : pour Alger .... A
b) le n° du quartier, soit par exemple . 2
c) la lettre de l'îlot, soit par exemple . B
d) le n° du groupe de maisons ou du building 4

Cet ensemble constituait un véritable numéro minéralogique : A2B4.

Ce numérotage allait permettre d'établir pour chaque habitant un certificat de recensement avec des garanties sûres. Le certificat portait seulement le nom de l'individu, son adresse et sa photo ; mais en lettres imprimées de un centimètre, son numéro minéralogique, qui était donc très visible. Les cartes d'identité réglementaires ne furent reconnues valables que lorsqu'elles reçurent le numéro minéralogique de l'intéressé. Ce numéro était capital pour contrôler la population. Les deux premiers caractères : A, 2, situaient exactement chaque individu dans sa ville, dans son quartier ; les deux autres : B, 4, indiquaient ses responsables : chef d'îlot, de building, de famille.

Ainsi, tout individu démuni de certificat de recensement ou arrêté pendant le couvre-feu hors de son îlot était immédiatement interrogé. Chaque arrivant ou partant devait être signalé par son chef de famille au bureau de contrôle des populations et donner les raisons de son déplacement. Il devenait désormais impossible d'entrer dans la Casbah ou d'en sortir sans être immédiatement signalé, toute négligence engageant la hiérarchie dans laquelle chaque individu se trouvait placé.

Enfin, l'examen des certificats de recensement par tout musulman rallié permettait de reconnaître facilement les membres du F.L.N. restant dans la population, même s'ils avaient donné une fausse identité. Ils étaient arrêtés sans difficulté à la faveur du couvre-feu.

Le maniement des foules

Lorsque le D.P.U. fut mis en place, la population européenne et musulmane se trouvait placée dans une hiérarchie et capable, ainsi que le commandement l'avait demandé dans la note de création, d'« exécuter des consignes simples destinées à faciliter le maintien de l'ordre et à assurer la sécurité des habitants ».

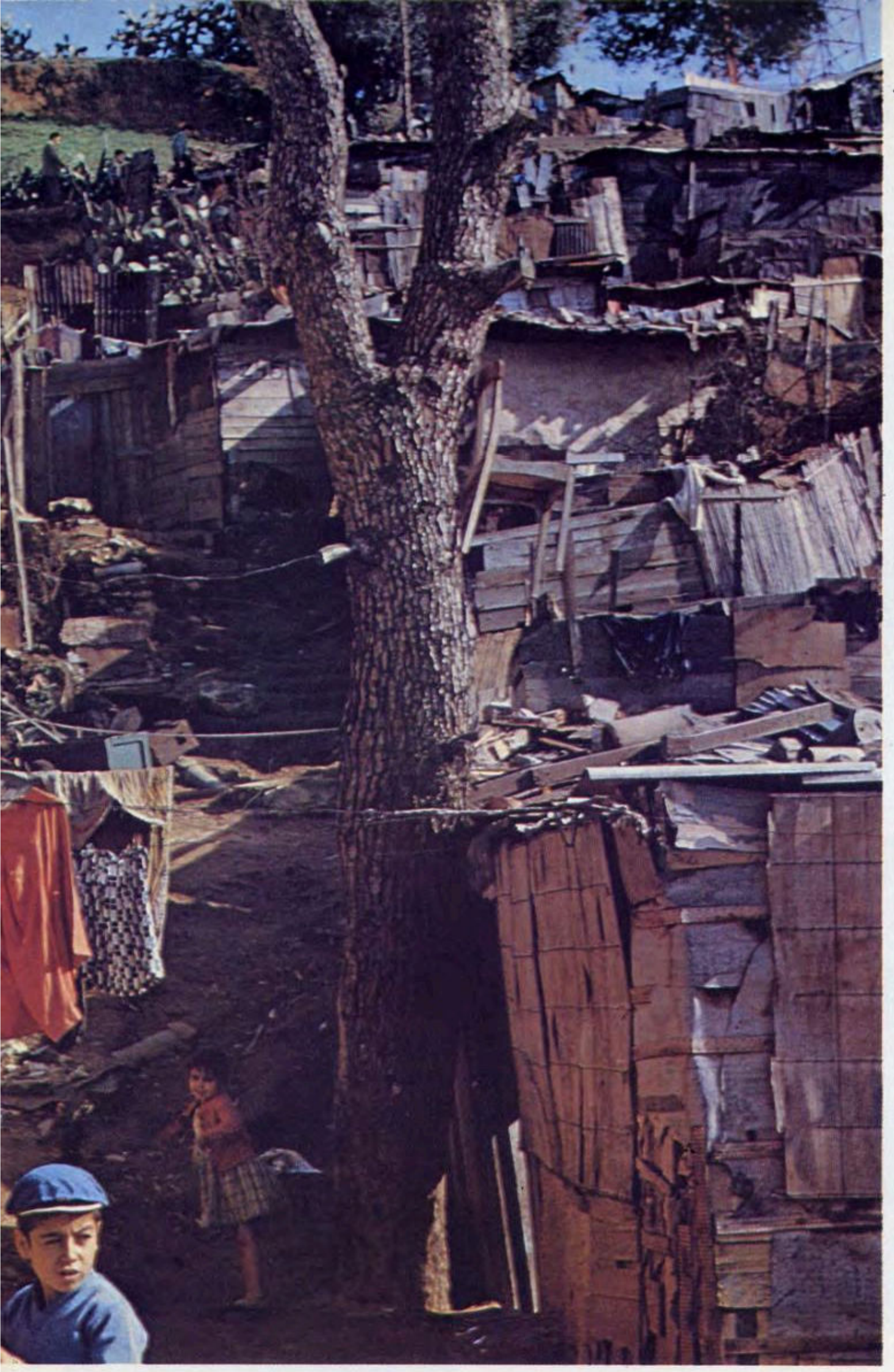
Elle était devenue « commandable », mot qui, par la suite, m'a été sévèrement reproché. J'objectai à mes détracteurs que l'organisation de la population était une arme de la guerre subversive au même titre que les mitrailleuses et les canons étaient des armes de la guerre classique. La guerre terminée, la paix revenue, les unes comme les autres devaient être remises au râtelier.

Le D.P.U. avait permis dans une large mesure la destruction de l'appareil terroriste du F.L.N. en fournissant une multitude de renseignements précis. Mais il avait surtout l'avantage d'interdire absolument son retour. La Casbah, en particulier, goûta une paix totale, une sécurité complète qu'elle n'avait jamais connues.

Claude Barey-Atlas Photo

Il était, en outre, un instrument incomparable pour l'action psychologique sur les foules et le maniement des masses. Il ne tenait qu'au commandement de l'utiliser. La paix et la sécurité rétablies, il permit, à tous les niveaux sociaux, des contacts humains entre les deux communautés destinés à combler le fossé que le terrorisme avait ouvert.

Je demandai aux membres du D.P.U. de participer à toutes les manifestations et de les canaliser. C'est ainsi que, le 11 juin 1957, une foule innombrable



◀ **Lèpre urbaine, le bidonville. Le D.P.U. prendra pied jusque dans la plus misérable baraque de tout cet enchevêtrement où grouille une humanité marginale. Pour lutter contre eux, Chevallier va construire.**

avait décidé de marcher sur le palais d'Été et de faire un mauvais parti au ministre résidant. Elle venait d'assister aux obsèques des victimes de l'attentat du Casino de la Corniche. Le dimanche précédent, une bombe de 5 kg, placée sous l'estrade des musiciens, avait explosé faisant parmi les jeunes gens qui dansaient de nombreuses victimes : 10 tués et 103 blessés, dont 30 durent être amputés des jambes.

La foule, surexcitée, avait franchi tous les barrages successivement établis par les C.R.S. et les parachutistes. Elle voulait obtenir l'exécution des terroristes condamnés à mort et détenus à Barberousse. Lorsque je me rendis compte que plusieurs centaines de membres du D.P.U. avaient réussi à prendre la tête des manifestants, je me portai au-devant d'eux en jeep. En quelques phrases, je leur fis comprendre les graves conséquences qu'une telle manifestation pouvait avoir pour eux et pour les militaires qu'elle allait mettre dans une situation impossible. Les membres du D.P.U. m'écoutèrent; ils arrêtèrent la manifestation.

Le sommet de la popularité de Robert Lacoste fut atteint le 5 juillet 1957. Le terrorisme était vaincu, la paix et la sécurité régnaient sur Alger. Tous les présidents des associations d'anciens combattants de France s'y étaient rassemblés à l'appel du plus illustre d'entre eux, le colonel Bourgouin. Ils venaient jurer solennellement, au nom de deux millions d'anciens combattants, de défendre l'Algérie française jusqu'à la mort. Ce fut le serment d'Alger...

Mais quand, quelques jours plus tard, Lacoste fit allusion à une loi-cadre qu'il allait présenter au Parlement, tous les Européens y virent l'amorce d'une sécession. Ce fut brutalement la fin de sa popularité. Ils projetèrent de recevoir à coups de tomates le ministre résidant et tout l'état-major pour le défilé des troupes du 11 novembre.

Un succès qui devient dangereux

Le préfet Barret, inquiet, me dit qu'au moindre incident il serait limogé et me demanda de faire l'impossible auprès du D.P.U. pour que la revue se passât dans le calme.

Mes chefs d'arrondissement, convoqués, se déclarèrent incapables de calmer la population et me demandèrent de voir moi-même le plus grand nombre possible de gens. Au cours de plusieurs réunions organisées, dans chaque arrondissement, par le D.P.U. et qui rassemblaient chacune plusieurs milliers de personnes, je pus convaincre la population de la nécessité d'observer discipline et respect envers des hommes qui s'étaient dévoués pour l'Algérie plus que personne avant eux ne l'avait fait.

Je demandai alors au préfet de faire défiler les anciens combattants encadrés par le D.P.U. après les troupes et d'inviter les jeunes gens de la Casbah. Il fut d'accord et leur réserva le trottoir en bord de mer entre la stèle aux marins et la place du Gouvernement.

5 000 jeunes musulmans, sous la conduite de leurs chefs d'îlot, vinrent à la revue. C'était la première fois qu'ils assistaient en bonne place à une prise d'armes. Ils étaient ravis. Ils applaudirent chaleureusement Lacoste; ils furent d'ailleurs les seuls. Mais les tomates et les cris hostiles avaient été évités.

Ce succès fut aussi ma condamnation. Un chef placé à la tête de telles organisations était trop puissant et représentait un indiscutable danger pour un régime moribond. Le 14 novembre, le ministre des Armées, Chaban-Delmas, vint à Alger. Il donna quarante-huit heures au général Salan pour m'expé- ▶



Tremsal

◀ **Attaqué de toutes parts, le D.P.U. de Trinquier est menacé de disparaître, et son chef « expédié » à l'École des troupes aéroportées de Pau, où il a été muté à son insu. Il quittera Alger en novembre 1957.**

entre deux opérations, le D.P.U. fait appel aux paras pour assurer la sécurité dans Alger

dier à Pau, à l'École des troupes aéroportées, où, à mon insu, j'étais muté depuis un mois ! Le général Salan avait retardé le plus possible l'échéance.

Mais le D.P.U. était attaqué de toutes parts : par les civils, que sa puissance effrayait et qui craignaient d'en perdre le contrôle, et par beaucoup de militaires, qui n'en percevaient pas l'utilité.

La fin du D.P.U.

Conscient du danger, avant de quitter Alger en novembre 1957, j'avais établi un long rapport pour le défendre. En conclusion, après avoir exposé le climat dans lequel il avait été créé et les services qu'il avait rendus, je disais :

« Nous sommes, en Algérie, à un tournant décisif. Les résultats spectaculaires obtenus contre les organisations terroristes ont amené une détente certaine, et, de ce fait, l'existence même du D.P.U. peut se trouver posée. On peut estimer, en effet, qu'il est devenu inutile puisque le terrorisme – apparemment – a disparu.

» Je crois pourtant que ce serait une grave erreur : une organisation a été détruite, une autre à notre insu pourrait la remplacer.

» Un contrôle rigoureux des populations, un service de renseignements étoffé – rôle normal du D.P.U. – restent des atouts valables pour empêcher un nouveau pourrissement.

» Ainsi que je l'ai signalé dans ma lettre à M. le ministre résidant, le D.P.U. groupe dans son sein des personnalités des milieux les plus divers. Il peut facilement et vite toucher l'ensemble de la population de la ville. Il doit être, dans les mains du commandement, un excellent moyen pour la diffusion des idées nouvelles...

» Le but à poursuivre actuellement est donc de rapprocher le prolétariat français d'Algérie – qui constitue la majorité de la population – des musulmans et de les persuader qu'ils n'ont rien à craindre d'une coopération sincère et amicale.

» Dans ce dessein, une action bien conduite, menée par le D.P.U., peut être déterminante. Il peut, en parlant aux diverses couches de la population européenne, ou par de nombreux contacts personnels, diffuser les directives du gouvernement, éclairer et orienter une population anxieuse et désemparée.

» L'organisation des populations musulmanes est en voie d'achèvement ; elle est analogue, dans sa conception, au D.P.U. ; elle peut permettre entre les deux communautés des contacts fréquents et fructueux. C'est avant tout un contact humain qu'il faut rechercher entre les populations algériennes des deux communautés ; et nous, militaires, en savons bien toute l'importance. Cette tâche, le D.P.U. est prêt à s'y consacrer tout entier et de tout son cœur.

» Mais pour que cette action soit entreprise avec succès, il est indispensable que les hautes autorités manifestent ouvertement leur confiance au D.P.U. Elle doit être concrétisée par des contacts fréquents entre les représentants les plus qualifiés et par des consignes précises données aux échelons inférieurs de l'administration pour que cesse la suspicion qui a pu peser sur le D.P.U.

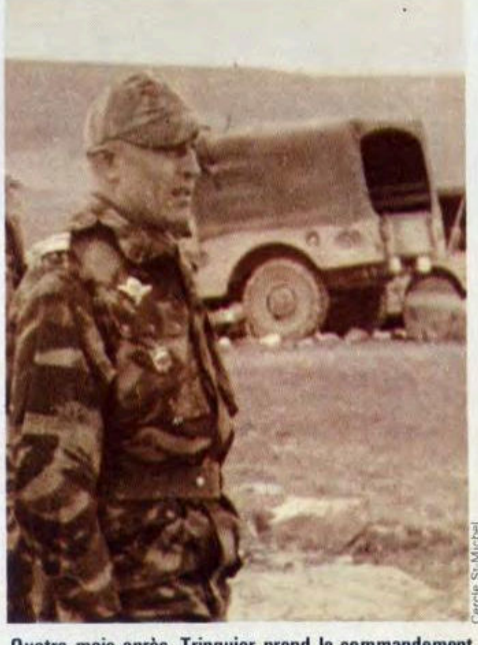
» Il reste bien entendu qu'une telle organisation doit être strictement contrôlée et que tout ce qui pourrait avoir un caractère clandestin doit en être banni. En particulier, les autorités doivent toujours être informées des réunions tenues par le D.P.U. afin de s'y faire représenter.

» Si les propositions faites dans le présent rapport sont admises, j'ai l'intention de procéder rapidement à une réorganisation du D.P.U. qui visera surtout à l'élimination des gens douteux, des inactifs et des inutiles. Si elles ne l'étaient pas, il vaudrait mieux le supprimer, car il sera difficile d'y maintenir la discipline et la cohésion indispensables à son bon fonctionnement.

» Je crains néanmoins qu'on ne s'aperçoive trop tard de son utilité et que le vide créé par sa disparition ne soit comblé par des organisations clandestines, qui échapperont à tout contrôle. »

Avec l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, ce fut la fin de l'organisation des populations et le D.P.U. fut alors abandonné à lui-même. **H**

Colonel R.-P. TRINQUIER

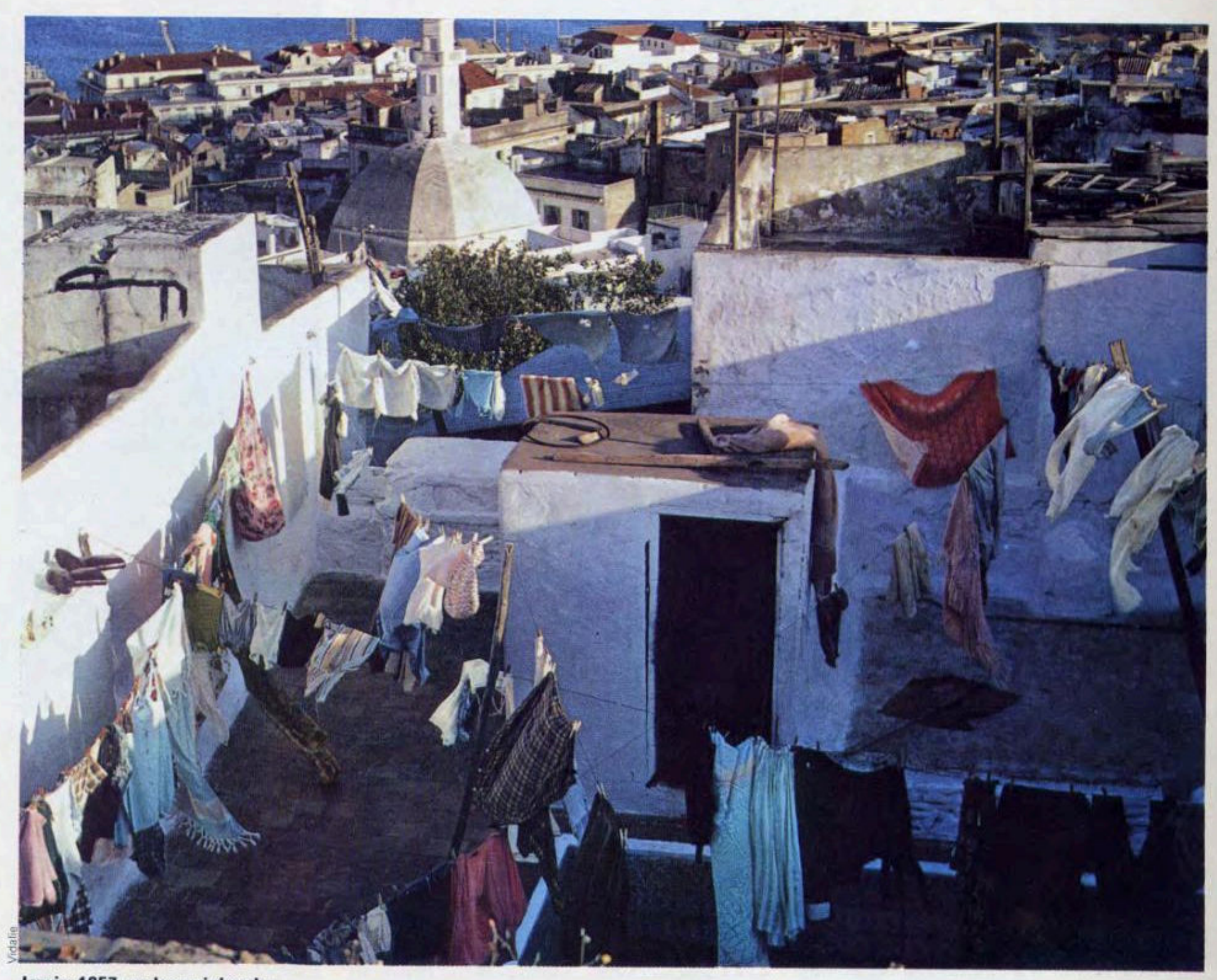


Cercle St-Michel

Quatre mois après, Trinquier prend le commandement du 3e R.P.C., régiment mené jusque-là par Bigeard.

ALGER : 26 JANVIER 1957

BOMBES : DEUXIÈME OFFENSIVE



Vidalie

Janvier 1957, un des mois les plus sanglants de la guerre d'Algérie. Le F.L.N., dont les principaux chefs sont installés dans la Casbah – parfois aussi en plein cœur de la ville européenne –, lance un ordre de grève insurrectionnelle pour le 28 janvier, précédée, le 26, dans l'après-midi, par le tragique coup d'envoi des bombes à retardement, qui pulvérisent le Coq-Hardi, la Cafeteria et l'Otomatic, dans le centre d'Alger. Cinq morts, cinquante-neuf blessés et un musulman lynché par la foule en fureur. Les terroristes sont des femmes : Djamila Bouazza, Danièle Minne et Zoubida Fadila. Les engins proviennent de la Casbah.

A ALGER, l'année 1957, qui vient à peine de naître, menace d'être pire que 1956. En quelques mois, la capitale de l'Algérie, qui se croyait à l'abri de la guerre, a basculé d'un seul coup dans la violence. C'est le temps de la peur, de la mort, du sang, de la haine entre les deux communautés. Une haine qu'attisent un peu plus chaque jour le terrorisme et le contre-terrorisme qui lui répond sans que ses instigateurs se doutent que leur aveuglement politique sert à merveille les desseins du F.L.N. en dressant la population musulmane contre les Français.

Le signal de la folie meurtrière qui ensanglante la ville a été donné le 16 juin 1956 par l'exécution capitale, à la prison de Barberousse, de deux condamnés à mort : Zabane Ahmed, l'assassin d'un garde forestier, et Ferradj Abdelkader, l'un des membres du commando Ali Kodja qui a massacré huit personnes dont une femme et une fillette de sept ans au col de Sakamody.

Pour venger Zabane et Ferradj, Yacef Saadi, le responsable de l'action armée dans la Casbah, a lâché ses groupes de choc. Leur mission est un peu une mission-suicide.

« Tuez tous les Européens isolés que vous rencontrerez », leur a ordonné le futur chef de la zone autonome d'Alger.

En trois jours, les 20, 21 et 22 juin, ▶

les jeunes militantes du F.L.N. apprennent à Alger l'horreur de la guerre subversive

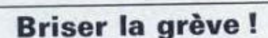
72 attentats individuels, commis principalement à Bab-el-Oued et au Frais-Vallon, feront 49 tués et blessés.

La riposte des contre-terroristes sera tout aussi terrible. Dans la nuit du 10 août, c'est l'explosion du 9, rue de Thèbes, en pleine Casbah, non loin du 3, rue Caton, où Yacef Saadi a installé son P.C. dans une cache aménagée par son lieutenant, Ali la Pointe. Tout un bloc de maisons s'écroule, ensevelissant leurs habitants. Les projecteurs installés par les sauveteurs éclairent un peu plus tard un spectacle hallucinant : des dizaines de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants broyés, couverts de sang et de gravats, que la mort a surpris en plein sommeil.

Le lendemain, un tract du F.L.N. circule dans la ville arabe terrorisée : « Les martyrs de la rue de Thèbes seront vengés! » Pour ne pas être en reste dans cette tragique surenchère, un mystérieux « Comité des Quarante » affirme dans un autre tract : « Pour un Européen tué, c'est tout un pâté de maisons de la Casbah qui sautera. »

Le dimanche 30 septembre, vers la fin d'une magnifique journée d'arrière-saison que les Algérois ont passée sur les plages, ce ne sont pas des immeubles de la Casbah qui sautent, mais deux cafés européens parmi les plus fréquentés, le Milk-Bar, face à l'immeuble de la Xe région militaire, rue d'Isly, et la Cafeteria, voisine des facultés, rue Michelet. Dans les deux établissements, personne n'avait prêté une attention particulière à deux jeunes musulmanes habillées à l'européenne et portant, comme des centaines de filles de leur âge, des sacs de plage qu'elles avaient négligemment déposés au pied de leur table. Au Milk-Bar comme à la Cafeteria, nul témoin ne s'était aperçu que les sacs étaient restés à leur place après le départ de leurs propriétaires.

Dix minutes plus tard, vers 18 h 30, deux explosions soufflaient le Milk-Bar et la Cafeteria. Dissimulées dans les sacs de plage des jeunes et jolies musulmanes européanisées, les bombes de Taleb Abderrahmane, vingt-quatre ans, étudiant en sciences, le chimiste du F.L.N., faisaient quatre morts et une soixantaine de blessés dont certains durent être amputés d'un membre à l'hôpital de Mustapha. Un troisième engin du même type fut découvert dans le hall du Mauretania, au carrefour de l'Agha. Mal réglé, il n'avait pas sauté. Yacef Saadi pouvait féliciter Zohra Drif, Samia Lakhdari et Djamila Bouhired, qui avaient réussi à transporter des bombes de deux kilos en dépit des nombreux contrôles établis aux sorties de la Casbah par les zouaves du capitaine Sirvent et au nez et à la barbe des patrouilles militaires et de police.



Briser la grève !

En les choisissant, de préférence à des hommes, il avait dit à Ben M'Hidi : « Comme ce sont de jolies filles, les soldats regarderont leurs yeux et ne verront pas ce qu'elles ont dans les mains. »

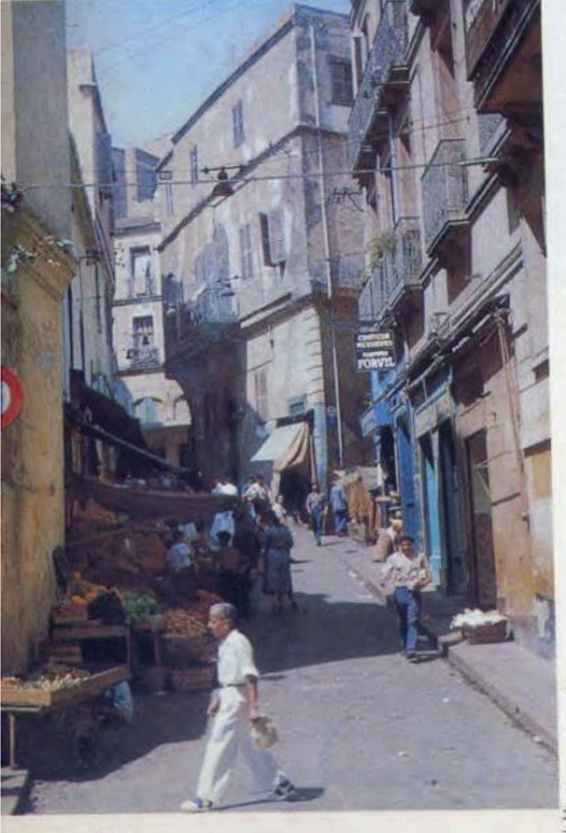
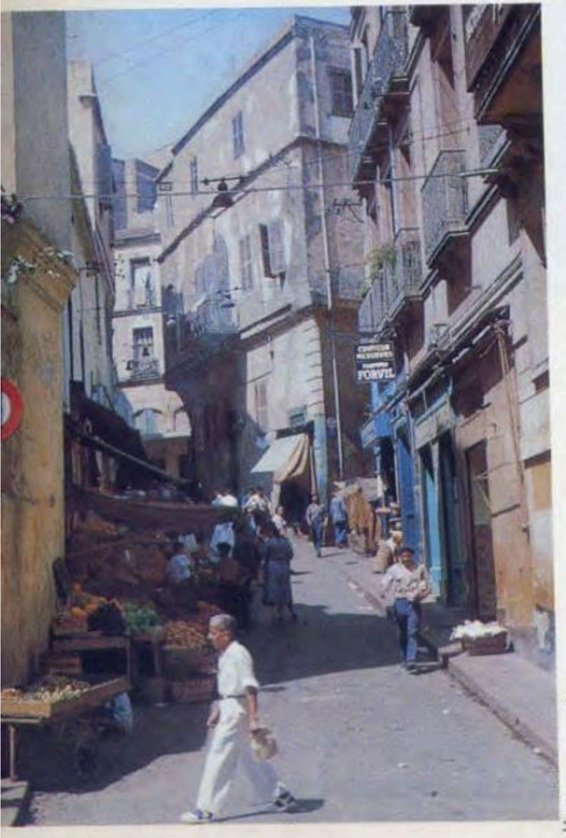
Paris-Match

Et 1956 s'était achevé par le meurtre d'Amédée Froger, le président de la Fédération des maires, l'un des tenants de l'Algérie française. Sa mort sous les coups des terroristes avait porté à son paroxysme la colère des Européens. L'explosion d'une nouvelle bombe au cimetière de Saint-Eugène, juste avant l'arrivée du cortège funèbre, avait mis le feu aux poudres et provoqué d'atroces scènes de lynchage de musulmans rencontrés au hasard du parcours. Cet après-midi-là, les jeunes Européens et les moins jeunes avaient « chassé le raton ». Il s'en était trouvé d'autres, heureusement, pour protéger quelques malheureux de la fureur de la populace.

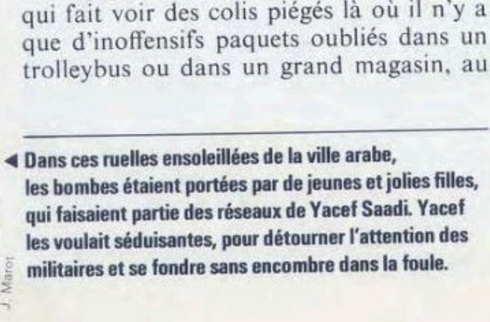
C'est dans ce climat de folie collective, cette psychose de l'attentat à la bombe qui fait voir des colis piégés là où il n'y a que d'inoffensifs paquets oubliés dans un trolleybus ou dans un grand magasin, au milieu du bruit déchirant et crispant des sirènes d'ambulance, des voitures-radio de la police, des jeeps des artificiers, que va s'engager la première « bataille d'Alger ». A la tête des régiments de parachutistes de la 10e D.P. le général Jacques Massu a tous les pouvoirs, civils et militaires, pour détruire les réseaux F.L.N. patiemment tissés par l'insaisissable Yacef Saadi.

D'abord, il faut briser impitoyablement la grève générale ordonnée pour la fin de janvier par le Comité de coordination et d'exécution créé lors du « congrès de la Soummam ». La capture d'un commissaire politique dans le Nord constantinois a permis à l'état-major de Salan d'être parfaitement éclairé sur les objectifs de cette grève qui risque de tourner à l'insurrection généralisée de la masse musulmane. Le prisonnier transportait en effet ces directives du C.C.E. :

Le but de la grève de huit jours est de montrer d'une façon encore plus éclatante et plus décisive l'adhésion totale de tout le peuple algérien au F.L.N., son unique représentant. Par cette démonstration, il s'agit de donner une autorité incontestable à nos délégués à l'O.N.U. afin de convaincre les rares diplomates encore hésitants ou

J. Marot



◀ Dans ces ruelles ensoleillées de la ville arabe, les bombes étaient portées par de jeunes et jolies filles, qui faisaient partie des réseaux de Yacef Saadi. Yacef les voulait séduisantes, pour détourner l'attention des militaires et se fondre sans encombre dans la foule.

◀ Danièle Minne. Elle sera capturée au maquis, bien après l'attentat. C'était la belle-fille d'un chef communiste. Sa mère transportait aussi des bombes pour le F.L.N. Pour son premier attentat, elle avait peur.

Samia Lakhdari. ▶ « Il faut des gamines insignifiantes qui passent inaperçues ou de très belles femmes que les hommes regardent en oubliant de regarder ce qu'elles ont dans les mains. » La « technique » de Yacef...

Djamila Bouazza. Elle est ravissante et très exubérante. Elle sort beaucoup avec des étudiants européens. On l'a baptisée « Miss Cha-cha-cha ». Elle place la bombe du Coq-Hardi.



Paris-Match

Doc. Bromberger

ayant des illusions sur la « politique libérale de la France ». Il s'agit aussi d'entraîner dans la lutte active de nouvelles couches de la société en transformant en action complète et évidente la haine anticolonialiste qui, chez certains éléments, est encore demeurée au stade sentimental. Ce climat favorisera et augmentera notre potentiel révolutionnaire. Ce sera, conclut l'auteur de ce document édifiant, *la première et véritable répétition de la nécessaire expérience pour l'insurrection générale.*

Un travail de flic

Voilà donc l'épreuve de force qui se prépare, en ces jours sombres de l'hiver 1956-1957, dans une ville meurtrie et endeuillée, livrée aux passions, à la suspicion, enfermée dans le cercle de la violence, emmurée dans sa peur. Pour compliquer une situation déjà suffisamment confuse et explosive, il y a, le 16 janvier, cet extraordinaire coup de bazooka tiré par les activistes du Dr Kovacs contre le général Salan et qui coûtera la vie au commandant Rodier.

Dans la Casbah, la grève est activement et secrètement préparée. Le long des ruelles suintantes d'humidité, des émissaires font du porte-à-porte. « Stockez des provisions et accueillez charitablement les nécessiteux qui se présenteront », conseillent-ils aux femmes musulmanes qui montrent un œil méfiant au judas des maisons mauresques. Du côté des Européens, c'est aussi la ruée sur les denrées alimentaires dans les magasins et les épiceries mozabites. On prend ses dispositions comme pour soutenir un siège de plusieurs mois. Sur les marchés, où les commerçants musulmans continuent de tutoyer familièrement la clientèle européenne comme si de rien n'était, dans les cafés où l'anisette et la kémia aident à faire oublier les temps difficiles et l'incertitude de l'avenir, les rumeurs les plus folles, les bruits les plus alarmants se propagent de bouche à oreille.

Faussement indifférents à la température qui monte d'un degré chaque jour, peu bavards mais terriblement actifs, les bérets rouges de Bigeard, de Fossey-François, de Meyer, et les bérets verts du légionnaire et légendaire Jeanpierre, implantés dans la Casbah, à Belcourt et au Clos-Salembier, se familiarisent peu à peu avec ce travail de « flic » qu'on leur impose.

Dans son repaire de la rue Caton qu'il quitte parfois, déguisé en femme musumane et précédé de yaouleds qui doivent l'avertir de l'arrivée d'une patrouille militaire, Yacef Saadi n'a pas été long à flairer le danger qui menace ses ▶

de frêles mains féminines placèrent en tremblant des bombes rue Michelet

réseaux depuis l'arrivée des parachutistes. A quelques jours de la grève générale, il ne s'agit pas de les laisser frapper un coup qui amoindrirait l'autorité et le prestige du F.L.N. aux yeux de la population musulmane. Alors, en accord avec Ben M'Hidi, qui supervise l'action politique et militaire, il décide de les prendre de vitesse. C'est lui qui portera un coup au moral de l'adversaire.

La date est fixée : le samedi 26 janvier. Les objectifs : des brasseries au cœur de la ville européenne comme l'Otomatic, rendez-vous des étudiants, la Cafeteria, qui a déjà sauté le 30 septembre, et, enfin, le Coq-Hardi, où se réunit la bourgeoisie algéroise. Les agents d'exécution : encore des jeunes filles, puisque l'expérience a prouvé qu'elles pouvaient plus facilement franchir les barrages et échapper aux fouilles. Yacef les désigne. Elles sont quatre. Danièle Minne, la belle-fille de la militante communiste Jacqueline Guerroudj, une transfuge du réseau du Dr Sadok Hadjérès, qu'accompagnera Zahia Kerfallah, car c'est sa première mission; Zoubida Fadila, Djamila Bouazza, une créature ravissante aux longs cheveux noirs et aux grands yeux marron.

Dans l'indifférence générale

Les engins qu'elles devront déposer, les « trucs », comme les appelle Yacef Saadi, n'ont rien de commun avec les premières bombes de 1956. Taleb Abderrahmane, qui travaille jour et nuit dans son laboratoire du 3, impasse de la Grenade, dans la Casbah, a réussi à mettre au point de terrifiantes machines infernales pas plus grandes qu'un paquet de cigarettes et faciles à dissimuler dans un sac à main. Pour la mise à feu, il a remplacé le système d'horlogerie trop bruyant par un crayon allumeur.

17 heures, ce samedi 26 janvier. Emmitouflée dans un duffle-coat gris clair, Danièle Minne, petite et boulotte, et Zahia Kerfallah, en manteau de bonne coupe sur lequel se répandent ses cheveux teints en blond, entrent à l'Otomatic, rue Michelet. C'est plein de garçons et de filles qui flirtent devant des chocolats fumants et des «Cuba Libre», la spécialité de José, le barman. Il n'y a plus de tables. Elles en trouvent une dans la salle du premier étage, s'installent et commandent des jus de fruit. Danièle Minne est tendue, nerveuse. Elle parvient difficilement à dominer sa peur. Sa compagne s'en aperçoit.

« Va aux toilettes, lui ordonne-t-elle. Je te suis. »

Danièle Minne obéit et s'enferme dans



Collection Marie Elbe

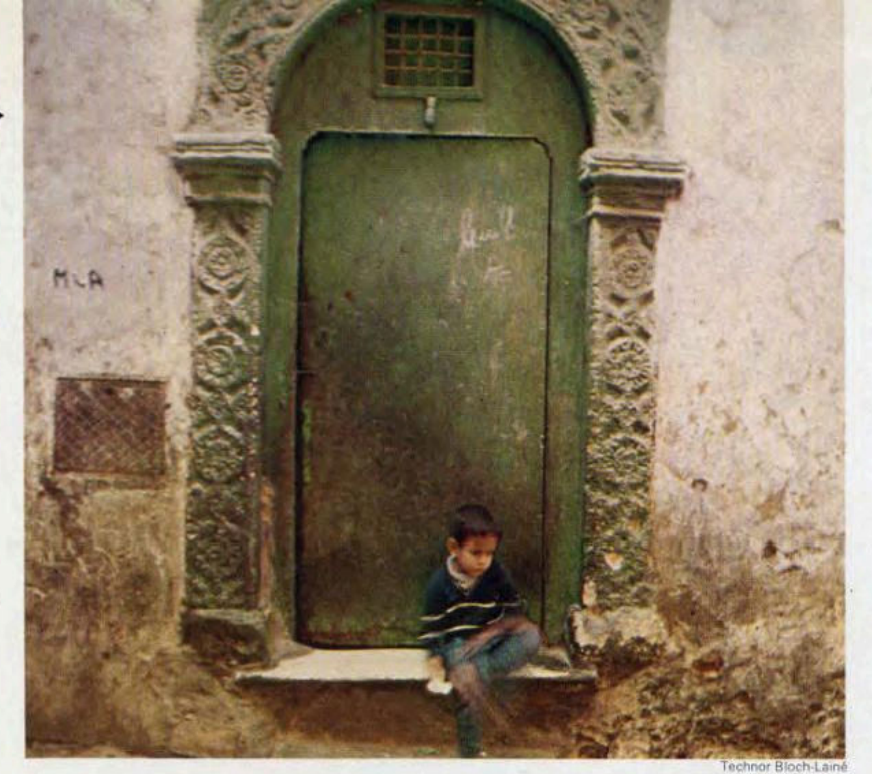
les w.-c. réservés aux dames. Elle sort délicatement de son sac la petite boîte brune qu'un agent de liaison du F.L.N. qu'elle voyait pour la première fois lui a remise. Elle monte sur la cuvette, pose la bombe sur la chasse d'eau. Quand elle sort, elle voit Zahia qui se refait tranquillement une beauté dans la glace des lavabos. Les deux jeunes filles quittent l'Otomatic comme elles y sont entrées : dans l'indifférence générale des étudiants, trop occupés à flirter ou à refaire l'Algérie avec de jeunes officiers paras.

A la même heure, juste en face, de l'autre côté de la rue Michelet, Zoubida Fadila s'apprête, elle aussi, à sortir de la Cafeteria. Elle laisse derrière elle, sous la banquette de moleskine de la salle du fond, la même petite boîte que Danièle Minne. Comme l'Européenne, dont elle ignore la présence de l'autre côté de la chaussée, la jeune musulmane a peur. Elle part sans finir sa consommation, ce qui fait hausser les épaules au garçon, qui croit en avoir vu d'autres.

La mort sous le guéridon

Il est 17 h 10 lorsque Djamila Bouazza fait volontairement tomber son mouchoir à la terrasse, vitrée en hiver, de la brasserie du Coq-Hardi, située rue Charles-Péguy, près du plateau des Glières. En se baissant pour le ramasser, la jeune fille glisse rapidement son « truc » sous le pied en fonte du guéridon sur lequel un garçon en veste blanche a déposé un coca-cola. D'un rapide coup d'œil Djamila s'assure que personne n'a remarqué son geste parmi les consommateurs attablés

Derrière ces ▶ magnifiques portes qui datent de l'occupation turque, se déroule la vie secrète des réseaux terroristes du F.L.N. Les murs des maisons de la Casbah sont dédoublés, pour servir de caches aux hommes.



Technor Bloch-Lainé

◀ 5, impasse de la Grenade, où Taleb Abderrahmane fabrique ses explosifs. Par cette porte étroite, au fond d'une venelle sordide, les jeunes recrues de Yacef Saadi franchissent le seuil du terrorisme. Là est installé le premier laboratoire.

La Casbah va ▶ retenir son souffle. Aux aguets derrière les portes, les militants de Yacef écouteront le pas des patrouilles ou des commandos de paras, la nuit, quand, sur un renseignement, il faudra agir immédiatement, trouver les bombes.



Technor Bloch-Lainé

comme elle à la terrasse. Son regard accroche successivement quelques hommes mûrs tout prêts à rendre hommage à son charme. Une dame en manteau noir, la cinquantaine distinguée, lui sourit... Si elle savait!

Après avoir ramassé sa monnaie, Djamila Bouazza se lève, sort et va se mêler aux passants de la rue Michelet. Le jour s'obscurcit. La nuit approche. Çà et là, des lumières s'allument dans les vitrines des magasins. En cette veille de dimanche, la foule élégante du quartier chic d'Alger s'efforce d'oublier qu'elle vit sur un baril de poudre.

A 17 h 24 très exactement, la première explosion fige les passants. Elle vient de l'Otomatic. Au premier étage, la cloison des toilettes a été soufflée par la bombe de Danièle Minne. Il y a de la fumée, des cris de panique, des bruits de tables et de chaises renversées. L'agent de police qui réglait la circulation au carrefour des rues Charras et Monge se précipite et écarte les curieux. Au même moment, quatre garçons couverts de poussière, les cheveux en bataille transportent une jeune fille qui gémit doucement. C'est Michèle Hervé, étudiante de vingt-trois ans, qui est grièvement blessée. On la place délicatement dans une voiture particulière qui fonce aussitôt vers l'hôpital de Mustapha. En entendant son klaxon, on saura immédiatement, dans les autres quartiers d'Alger, qu'il vient de se passer quelque chose. Soutenues par leurs camarades, d'autres jeunes filles, moins atteintes mais couvertes de sang, quittent l'établissement dont tout le premier étage a été ravagé par l'explosion.

La foule est là, à jurer contre « ces fumiers de melons » quand la deuxième bombe fait trembler les murs de la Cafeteria. Alors, ce sont les mêmes hurlements de terreur, les mêmes cris de douleur, la même nausée devant le sang répandu, la même agitation. La police, qui est arrivée entre-temps, réquisitionne des voitures particulières pour évacuer les blessés car les ambulances ne sont pas assez nombreuses. Des enfants qui ont perdu leurs parents courent dans tous les sens en pleurant, butent sur des grandes personnes affolées elles aussi.

Le hurlement des sirènes d'ambulance

Au Coq-Hardi, les consommateurs de la terrasse sont sortis pour voir ce qui se passait plus haut. Ceux-là auront la vie sauve car, derrière eux, la belle terrasse ornée de plantes vertes saute à son tour dans un fracas épouvantable de vitres brisées. Les morceaux de verre et les éclats de fonte des tables pulvérisées par la bombe de Djamila Bouazza pénètrent dans les chairs, sectionnent les veines et les artères. C'est l'enfer. On patauge dans le sang. On voudrait se boucher les oreilles pour ne plus entendre les gémissements des blessés, les cris stridents des femmes en proie à une crise de nerfs, le hurlement des sirènes d'ambulance, le klaxon des voitures particulières chargées de victimes qui empruntent les sens interdits à tombeau ouvert pour gagner la clinique la plus proche.

Devant ce massacre, cette vision d'épouvante, la foule algéroise, d'abord frappée de stupeur, réagit. Elle se cabre de colère. Elle gronde. Les injures à l'égard des terroristes, les cris de vengeance des hommes montent dans l'air, qui sent la poudre, la mort et le sang. Il lui faut un coupable à cette foule aveuglée de douleur, révoltée. Et ce sont les « ratonnades », comme pour les obsèques d'Amédée Froger. Moins nombreuses, cette fois, car on se trouve dans un quartier 100 % européen. De plus, les rares musulmans qui s'y trouvaient ont vite déguerpi. Il n'empêche qu'un jeune mécanicien de vingt-quatre ans sera battu à mort.

Son corps disloqué est abandonné dans le ruisseau. Il ressemble à un autre corps disloqué qui repose sur un tapis de débris de verre et de fonte à la terrasse du Coq-Hardi : celui de la dame à la cinquantaine distinguée qui, moins d'une demi-heure auparavant, souriait gentiment à Djamila Bouazza.

Cinq morts en comptant le musulman lynché. Soixante blessés. Le bilan de cette nouvelle vague de bombes était lourd. Tel un acide, le sang innocent versé ce jour-là élargira un peu plus le fossé entre les deux communautés. Un fossé qui allait devenir un gouffre où s'abîmeraient à tout jamais, dans le sang et la peur, les illusions perdues et les espoirs trahis. H

Francis ATTARD





Bougie.
Dans la splendeur des jours encore heureux. C'est la paix apparente, sur fond de Méditerranée. Dans l'arrière-pays, c'est la guerre, dont on ne dit pas le nom.

COUP DUR POUR LE F.L.N.:

LES PARAS ARRÊTENT BEN M'HIDI...

LARBI Ben M'Hidi, qui est, avec Abane Ramdane, le plus important des chefs du C.C.E., est aussi celui qui, vivant depuis sept ans dans la clandestinité, sait le mieux protéger le secret de ses activités. Il est le seul à habiter, depuis septembre 1956, dans la Casbah, mais il ne communique à personne ses multiples adresses, pas même aux quatre autres membres de l'instance suprême du F.L.N., qu'il rencontre régulièrement dans la villa de Rachid Amara, boulevard du Telemly.

C'est chez Yacef Saadi, impasse de la Grenade, et chez la tante de Djamila Bouhired qu'il réside le plus fréquemment. C'est là qu'il annonce, le 2 janvier, aux plus hauts responsables de l'organisation F.L.N. de la Casbah, la décision du C.C.E. de lancer à toute la population algérienne, à la fin du mois, un mot d'ordre de grève générale de huit jours pour « appuyer la cause algérienne à l'O.N.U. ».

La partie ne sera pas facile car, le 7 janvier, le ministre résidant Robert Lacoste, bien décidé à engager de formidables moyens contre le F.L.N., délègue à l'autorité militaire la responsabilité du maintien de l'ordre dans la capitale et sa banlieue.

Lunettes fumées et grosse moustache

L' « autorité militaire », c'est celle de la 10e division de parachutistes ramenée de Suez et de ses quatre régiments d'élite qui prennent position dans la ville : 3 200 à 3 500 hommes. Les principaux adversaires de Ben M'Hidi sont le général Massu, commandant la 10e D.P. et ses adjoints, les colonels Godard, Meyer, Brothier, Trinquier et, *last but not least*, le célèbre Bigeard.

Massu, devenu préfet-igame d'Alger, prend sous sa coupe les C.R.S. et tous les services de police : police urbaine, police judiciaire, R.G. L' « état-major mixte » militaire-civil – en fait, beaucoup plus militaire que civil – qu'il installe à la préfecture, travaille seize heures par jour, samedi et dimanche compris, pour dresser le fichier des habitants de la Casbah et pour organiser les opérations de « recherche des terroristes ».

Les « suspects », qui seront des centaines et bientôt des milliers, commencent à s'entasser dans le « centre de transit » de Beni-Messous, que dirige le



Larbi Ben M'Hidi. Il vient d'être arrêté par le capitaine Jacques Allaire, du régiment de Bigeard, le « 3e ». C'est le 23 février 1957, aux environs de 17 heures, dans un appartement de la rue Claude-Debussy, à deux pas de la rue Michelet, l'artère principale d'Alger. Ben M'Hidi, au sein du C.C.E., commandait l'action armée. Sous ses ordres, Yacef Saadi. C'est lui qui a organisé les vagues de terrorisme sur la ville européenne. Par une ironie du destin, c'est dans la ville européenne qu'il est pris. « J'aurais mieux fait de rester parmi les miens », dit-il quand on l'arrêta. Il sera tué par les paras.

Flament



Sur Alger vont converger quatre régiments de parachutistes. Près de 4 000 hommes. Ceux de Bigeard, de Fossey-François, de Brothier, de Meyer. On appellera Alger la « ville des quatre colonels ». Ici, le 1er R.P.C., qui portait initialement le béret bleu et qui s'est rallié au béret amarante, fin 1955, sur une décision du général Gilles, commandant alors les troupes aéroportées. Son colonel : Meyer.

Tremsal



Le spectacle va ▶ devenir quotidien. On fouille tous les passants sans distinction d'âge ou de sexe et tous les paquets, les couffins, sont suspects. C'est une vieille femme, elle porte le voile, mais le visage est libre. Le para l'aide à replacer son panier sur sa tête. Il n'y a rien d'anormal. Elle peut partir tranquille. Mais demain, peut-être... acceptera-t-elle, de bon gré ou sous la contrainte, le « colis » qu'un « frère » lui confiera.

Camus-Paris-Match



La chasse aux ▶ armes. Insolite spectacle, cette « poêle à frire » promenée sur une femme. Mais il n'est pas d'autre méthode pratique pour détecter un objet métallique pouvant être grenade, bombe ou pistolet. D'ailleurs, souvent, Yacef Saadi, pour déjouer l'adversaire, circulait sous un haïk, le visage voilé. D'autant plus sûr de lui que l'armée a reçu ordre de ne pas dévoiler les musulmanes.

Camus-Paris-Match

commissaire de police Ceccaldi-Raynaud, l'un des leaders du parti socialiste d'Alger. Les « interrogatoires poussés », menés de manière systématique, permettent aux paras devenus policiers de liquider très vite un certain nombre de cellules de quartiers de l'organisation F.L.N.

Entre cette base et le sommet de la hiérarchie F.L.N., les échelons sont nombreux, mais la vitesse avec laquelle les « léopards » portent leurs premiers coups est jugée inquiétante par le C.C.E. A l'issue d'une réunion au cours de laquelle il a fait approuver le texte d'une « lettre politique » qu'il a rédigée, avec Abane, à l'intention de Ben Bella et de ses compagnons de détention incarcérés à la prison de la Santé, à Paris, Ben M'Hidi déclare : « Nous devons maintenant redoubler de précautions, organiser chacun, selon les attributions que nous nous sommes partagées, un programme de travail de deux mois, et ▶

◀ Les paras devront abandonner ce qu'ils ont appelé la « guerre propre » celle qui oppose entre eux les combattants, celle où l'on est face à face pour l'autre, la « sale guerre urbaine », celle des bombes, des cadavres de femmes, d'enfants, sur les trottoirs.

La tension monte, ▶ à Alger, chez les musulmans, soumis à des contrôles incessants, chez les Européens, visés par un terrorisme qui ne s'avoue pas vaincu, en dépit des mesures extraordinaires prises par les autorités, première phase de la « bataille ».

Tremsal

le leader quitte la Casbah pour la ville européenne, et là...

nous revoir moins souvent et plus brièvement qu'au cours des semaines précédentes. »

Le C.C.E. espace, effectivement, ses réunions. Ben Khedda, alias « M. Joseph », qui porte lunettes fumées et grosse moustache noire, circule moins fréquemment en ville européenne. Quant à Ben M'Hidi, il se planque des journées entières chez le bachagha Boutaleb.

La Casbah est cependant, les 14 et 15 janvier, investie par des centaines de parachutistes qui arrêtent 1 500 Algériens. Le refuge de Yacef Saadi, 7, rue de la Grenade, est systématiquement fouillé, mais les paras se retirent sans avoir rien trouvé. Leur technique n'est pas encore tout à fait au point, et ils n'ont pas sondé les murs. S'ils l'avaient fait, ils auraient trouvé, dans la cache où ils s'étaient précipités dès que les *choufs* (guetteurs) avaient signalé l'arrivée des « bérets rouges » et des « bérets verts », quatre chefs F.L.N. de première importance : Yacef Saadi, flanqué de son neveu et agent de liaison, un enfant de douze ans, « Petit Omar », ses deux adjoints Debih Chérif et Ali la Pointe, et enfin Ben M'Hidi lui-même.



Fouille dans le ▶ trolleybus de Champ-de-Manœuvre. Celui qui dessert les quartiers pauvres où Européens et musulmans cohabitent et où la « bataille d'Alger » a commencé par des « escarmouches » au revolver et à la grenade. Quand les attentats sont anonymes et les victimes tuées au hasard, chaque homme devient un suspect.

Camus-Paris-Match

« L'alerte a été chaude, mais j'ai eu la baraka », dit simplement ce dernier à Abane, qui a failli être arrêté, lui aussi, en ville européenne et qui a décidé de prendre du champ et de faire une tournée d'une semaine en Kabylie.

Les deux hommes se rencontrent de nouveau, à Alger, le 23 janvier, et, avec l'accord de leurs trois autres collègues du C.C.E., décident de faire commencer le 28 janvier la grève générale de huit jours.

Ils font très vite, le 25 janvier, pour réunir les responsables chargés de préparer le mouvement, et bien leur en prend car, le lendemain, les paras effectuent, dans la Casbah, un ratissage plus important encore que celui du 15 janvier et arrêtent des centaines d'Algériens, y compris, cette fois, des membres assez importants de la hiérarchie du F.L.N.

Les cinq membres du C.C.E., qui devaient se rencontrer ce jour-là, renon-


Camus-Paris-Match

cent, pour des raisons de sécurité, à tenir leur réunion, si bien que Ben M'Hidi, responsable de l'action armée, n'a pas la possibilité de faire part de ses initiatives à Saad Dahlab, responsable de la propagande. Celui-ci ne sait pas que son collègue a chargé les équipes de Yacef Saadi de faire sauter le lendemain, dans le cadre de l' « action psychologique à mener à la veille de la grève », une bombe dans chacun des trois cafés de la rue Michelet : l'Otomatic et la Cafeteria, en face des facultés, et le Coq-Hardi, un peu plus bas.

Deux grandes bières bien tassées

Ayant rédigé un certain nombre de « lettres-tracts » à expédier, par le courrier normal, à diverses personnalités, Dahlab se dirige, le 26 janvier, en fin d'après-midi, vers la grande poste dans une voiture conduite par Rachid Amara. Lorsqu'il arrive à une centaine de mètres de cet édifice, le véhicule est arrêté à un barrage.

Dahlab, qui ne perd pas son sang-froid, descend de voiture, profite de la confusion régnante pour marcher, d'un pas décidé, vers la poste, signale à un lieutenant de paras qu'il va « mettre des lettres tout à fait urgentes », jette à la boîte son courrier compromettant, retourne sur ses pas, puis remonte dans la 4 CV, qui fait demi-tour et s'arrête, non loin de là, devant le Café du Forum.

– Garçon, deux grandes bières bien tassées ! dit, à très haute voix, le leader du C.C.E. lorsqu'il franchit, accompagné de Rachid Amara, la porte de cet établissement.

Les militaires français, qui voient ces deux Algériens braver aussi ouvertement la consigne du F.L.N. imposant aux Algériens de ne pas boire d'alcool, pensent qu'il s'agit de deux indicateurs de police. Ils laissent ensuite filer, sans la contrôler, leur voiture, qui franchit sans encombre la zone « bouclée ».

– Je l'ai échappé belle, mais ça sent le roussi ! explique, le lendemain, Dahlab à Ben M'Hidi. Et il ajoute, avec son habituel humour noir : Il paraît que nous sommes le Comité de coordination et d'exécution. La coordination, tu vois comme elle fonctionne. Quant à l'exécution, ce sont les pelotons du même nom qui, sans doute, nous attendent.

La « bataille d'Alger » atteint, pendant les huit jours de la grève (28 janvier-4 février), son point culminant.

Les mots d'ordre du F.L.N. sont très largement suivis. L'offensive de la 10e D.P. bat son plein : arrestation des grévistes « refusant de déférer aux ordres de réquisition », multiplication des fouilles (2 000 hommes environ pour ratisser un quartier de la Casbah) et perquisitions de jour et de nuit. L'exploitation de plus en plus rapide des aveux permet à l'équipe de Massu de reconstituer l'organigramme F.L.N. d'Alger et de démanteler, par secteurs entiers, l'édifice si patiemment bâti par Abane et ses amis.

Le 2 février, en pleine grève, les paras passent une nuit entière à fouiller, impasse de la Grenade, la maison où se dissimule Yacef Saadi (ils ne trouvent pas, une fois encore, l'endroit où s'abrite le leader F.L.N.) et, à l'ouest de la Casbah, la maison du 1, rue Sidi-Ben-Ali, où se cache « Alilou » (ils y arrêtent les deux frères et l'oncle de cet actif adjoint de Yacef Saadi).

Une « chikaya » très opportune

Yacef prend alors la décision de ne pas demeurer plus de deux ou trois jours dans un refuge et emmène avec lui, dans ses retraites successives, Ali la Pointe, Debih Chérif (Si Mourad), Hassiba Bent Bouali, Zohra Drif, Djamila Bouhired et « Petit Omar ». Une telle mobilité lui permet d'échapper aux recherches des paras, mais elle rend de plus en plus difficiles les contacts avec les dirigeants du C.C.E.

Ces derniers sont maintenant – à l'exception de Saad Dahlab – clairement identifiés et, du coup, chacun de leurs déplacements leur fait courir des risques graves.

La chance, cependant, les sert. Lors d'un contrôle de voitures, la 2 CV d'Abane, la dernière de la file, est la seule qui ne soit pas soumise à la fouille. Ben Khedda présente par deux fois ses faux papiers (établis au nom d'un israélite algérois) à des patrouilles qui ne poussent pas plus loin les vérifications. Dahlab se tire à bon compte de deux contrôles, une première fois parce que seuls les papiers du véhicule qu'il a emprunté sont examinés, et la seconde, parce que son chauffeur a la bonne idée d'insulter le conducteur de la voiture qui suit, et que cette « chikaya », cette dispute très algérienne, amène le policier, excédé, à dire aux deux conducteurs de circuler.

La répression qui s'abat sur les Algériens après la grève (licenciement de 3 000 travailleurs ou fonctionnaires et arrestation de plusieurs centaines d'autres) ne facilite pas la mise en œuvre des ultimes mesures décidées par le C.C.E. Dans la Casbah, les relations avec Hassiba Bent Bouali, Zohra Drif et Djamila Bouhired, qui se cachent le plus souvent 14, rue du Nil, ne peuvent plus être qu'épisodiques. En ville européenne, les « agents de liaison nouveaux », sont, pour la plupart, des avocats, mais la protection relative que leur profession avait assurée, jusque-là, à ces militants cesse bientôt de jouer. ▶

une exécution camouflée en suicide? F.L.N. et paras rendent c

L'instance dirigeante du F.L.N. perd, le samedi 9 février, le plus remarquable des militants qui, au cours du dernier mois, ont pris de hautes responsabilités dans l'organisation F.L.N. : Ali Boumendjel. Ce jeune avocat, devenu chef de service du contentieux de la Shell, boulevard Saint-Saëns, est arrêté par des hommes d'un régiment de parachutistes coloniaux et incarcéré dans les « locaux pénitentiaires » de la caserne du génie d'Hussein-Dey.

Son confrère, Me Djender, est arrêté le même jour, dans le cadre d'une action généralisée contre ceux que Robert Lacoste appelle « les avocats des procès F.L.N. qui sont, en fait, des agents F.L.N. en robe d'avocat » (Mes Ben Mellah, Smadja et Guejd sont internés, tandis que Me Amar Ben Toumi doit s'exiler pour éviter d'avoir à connaître le même sort). Ce coup est très dur pour le C.C.E., qui voit l'étau se resserrer autour de lui.

« Nous sommes en train de perdre la partie », dit Ben M'Hidi en apprenant l'arrestation d'Ali Boumendjel, mais nous disputerons le match jusqu'au bout, et jusqu'à la fin, nous attaquerons. »


Camus-Paris-Match

Le leader F.L.N. qui est alors retourné dans la planque du bachagha Boutaleb, ordonne, le soir même, à Yacef Saadi et à Ali la Pointe de monter une opération spectaculaire dès le lendemain, 10 février, en faisant exploser, à 16 h 30, pendant les matches de football du dimanche, deux bombes dans les tribunes du Stade municipal et du stade d'El-Biar.

Les deux chefs du « réseau bombes », dont les troupes ont été décimées, ne peuvent « mettre sur le coup » que cinq très jeunes gens – trois garçons et deux filles – recrutés depuis peu, mais les deux attentats sont effectués selon les plans prévus. La répression qui suit est particulièrement lourde, et elle ne se fait plus à l'aveuglette car les paras disposent de plus en plus d'informations sur l'organisation du F.L.N. et même sur les structures de remplacement mises en place tant bien que mal après les vagues d'arrestations et les liquidations de tel ou tel groupe local ou zonal.

Cette fois, ils obtiennent des aveux avec suffisamment de célérité pour que, à l'échelon supérieur, les chefs F.L.N. n'aient pas le temps d'être alertés et de « débrancher les circuits ». Des arrestations sont opérées dans l'entourage immédiat des cinq membres du C.C.E.

Quand le terrain devient brûlant...

Ceux-ci tiennent, le 15 février, une délibération pathétique.

– Il faut sortir d'Alger, dit Abane. Si nous nous obstinons à vouloir rester dans cette ville maudite, nous allons être faits comme des rats.

– Alors, grogne Ben M'Hidi, tu nous proposes d'être les rats qui quittent le navire qui va couler? C'est une lourde responsabilité, pour des chefs, d'abandonner le terrain quand celui-ci devient brûlant.

– Notre responsabilité serait plus lourde encore, insiste Abane, si nous laissions l'ennemi prendre nos vies et nos secrets. Je préfère au romantisme inutile du capitaine qui sombre avec le navire le réalisme du combattant qui


Pierre Tétrel

◀ El-Biar – place Kennedy – sur les hauteurs d'Alger. C'est à El-Biar que fonctionna le premier laboratoire de bombes, qui allait donner à la guerre un tournant décisif. On passait de l'accrochage au terrorisme, des djebels aux « milk-bars ».

◀ **Massu et ses colonels.** ***De gauche à droite :*** **Fossey-François, compagnon de la Libération, Meyer, Bigeard, Massu, Godard, qui prit la relève de « Bob » Morel, au plateau des Glières, Brothier, Jeanpierre, ancien résistant, qui commandera le 1er R.E.P. Ils vont mener un nouveau combat pour sauver Alger.**



Scènes pénibles. Des ▶ suspects, parfois aussi innocents que les victimes du Coq-Hardi ou de la Cafeteria. Les lois d'une guerre qui condamne avant tout les civils. Scènes qui serviront aussi toutes les propagandes. Mais comment, à la fois, contraindre le peuple à vous aider et s'indigner ?

Camus-Paris-Match

ne s'accroche plus aux causes désespérées et qui continue la bataille.

C'est ce point de vue qui prévaut, et il est convenu que le C.C.E. se donnera dix jours pour organiser le mieux possible, avant son départ, sa succession dans la zone autonome d'Alger. C'est Ben M'Hidi qui annonce cette décision à Yacef Saadi, en le chargeant d'exercer les fonctions qui avaient été, jusque-là, dévolues à Ben Khedda.

Il annonce à Yacef Saadi qu'il n'habitera plus dans la Casbah, car il veut savoir « ce qui se passe réellement dans l'autre Alger, celui des Européens ». Il couchera, le soir, rue Claude-Debussy, dans un des appartements que la direction du F.L.N. a fait louer par des prête-noms.

C'est au plus mauvais moment que Ben M'Hidi s'installe ainsi au centre de la capitale. L'état-major des paras est, en effet, sur la piste de Ben Khedda. Il sait que ce dernier peut se faire aider par des pieds-noirs libéraux, notamment catholiques, habitant en ville européenne, et il fait renforcer la surveillance de certains quartiers résidentiels.

Les « chefs d'îlot » du « dispositif de protection urbaine » (D.P.U.) que le colonel Trinquier a commencé à mettre en place, lui apportent un concours précieux en communiquant les « renseignements intéressants » qu'ils peuvent obtenir dans les immeubles dont ils ont la charge. Ce sont ainsi des policiers amateurs du D.P.U. qui signalent la présence, dans l'appartement de la rue Claude-Debussy, d'un « nouveau locataire arabe, dont il serait peut-être bon d'examiner les activités ». Le « suspect » n'est autre que Ben M'Hidi.

Lorsque des policiers, accompagnés de parachutistes du 3e R.P.C., viennent interpeller, le 23 février, l'hôte du studio de la rue Debussy, ils ont très vite la certitude qu'il s'agit bien de Ben M'Hidi qui, cette fois, n'a pas eu « la baraka ».

Le responsable de l' « action armée » au sein du C.C.E. ne les détrompe d'ailleurs pas. « Messieurs, vous avez gagné ! Sachez cependant que vous n'auriez pas remporté cette victoire si j'étais demeuré dans la Casbah. »

Bigeard et la tragédie grecque

Amené dans les locaux où opèrent les « enquêteurs » du 3e R.P.C., puis dans ceux de la D.S.T., Ben M'Hidi y retrouve Brahim Chergui, responsable politique de la zone autonome d'Alger, appréhendé en même temps que lui. Les deux leaders sont interrogés longuement et brutalement, mais ils ne « lâchent » rien.

La fermeté du leader F.L.N. impressionne non seulement ses amis, mais ses ennemis, à commencer par Bigeard.

Le colonel vient voir plusieurs fois le prisonnier dans sa cellule et discute longuement avec lui. Ben M'Hidi ne veut toujours rien dire des activités qu'il a eues ni du rôle qu'il a joué dans la révolution algérienne, mais il parle librement de sujets généraux.

« Il y a eu entre nous, dira plus tard Bigeard, des dialogues dignes de la tragédie grecque. »

Dialogue de tragédie, mais aussi dénouement de tragédie. Dans la journée du 4 mars, le policier algérien qui avait déjà renseigné le C.C.E. communique à un responsable de la nouvelle direction de la zone autonome d'Alger l'information suivante : « Bigeard n'a pas pu empêcher que Ben M'Hidi ne soit remis aux hommes d'une « section spéciale » des parachutistes. Ceux-ci l'ont interrogé pour leur propre compte, et ils l'ont tué la nuit dernière. »

Le cadavre du leader F.L.N. est transporté à l'hôpital militaire Maillot, où le médecin-lieutenant Pierre Bloch et le médecin-aspirant Jean Hudelo déclarent à un envoyé du ministre résidant : « Nous avons vu, à son arrivée, le corps de Larbi Ben M'Hidi et constaté que son décès était survenu avant son arrivée à l'hôpital. Notre attention n'a pas été attirée par des marques apparentes de blessures. »

Deux jours plus tard, le 6 mars, le porte-parole de Robert Lacoste, Gorlin, déclare, dans une conférence de presse, que « Ben M'Hidi s'est suicidé dans sa cellule en se pendant à l'aide de lambeaux de sa chemise ». H

Albert Paul LENTIN



J. Marot

CE JUGE SO





Collection Batigne

Quand on est juge sur les bords de la Seine et qu'un beau matin un gendarme vient vous apporter un ordre de rappel à l'activité, il arrive que cette activité ne vous attire qu'à moitié. L'Algérie, bien sûr... « Ma désignation ne me causa qu'un enthousiasme mitigé. J'essayai vaguement de la faire annuler. » Et puis... on se retrouve, un matin, président suppléant, au bord du Rhumel : tribunal permanent des forces armées. Finalement, les juges militaires partagent la vie quotidienne de la troupe (*à gauche,* le juge Batigne aux environs de Guelma) et découvrent un monde et des problèmes qu'ils ignoraient jusqu'à leur arrivée.

J'ÉTAIS, en ce début de 1957, juge d'instruction au tribunal de la Seine.

Je me trouvais ce matin-là chez moi, traversant mon vestibule, prêt à sortir, quand on sonna. J'ouvris. Un gendarme courtois se tenait sur le seuil.

Je n'eus pas le temps de m'étonner de voir la maréchaussée rendre visite à un juge à son domicile. Ce n'était pas au magistrat qu'elle avait affaire, c'était à l'officier de réserve. Le gendarme courtois m'apportait un ordre de rappel à l'activité. Je devais rejoindre le tribunal militaire de Constantine, plus officiellement le tribunal permanent des forces armées de Constantine.

Tel fut mon premier contact avec les « événements » d'Algérie, qu'on s'obstinait à ne pas qualifier de guerre, comme si la façon de nommer les choses pouvait en modifier la nature.

Je ne connaissais pas plus ces « événements » que tout autre Français moyen. J'avais traversé plusieurs fois l'Oranie alors que je servais au Maroc pendant l'autre guerre, celle qui ne contestait pas en être une. Je n'avais fait qu'entrevoir Alger. Je situais Constantine sur la carte, c'est tout.

Pourquoi avais-je été désigné pour l'Est algérien? Par hasard, sans doute, le hasard des affectations militaires. « Faut pas chercher à comprendre », comme disait l'adjudant qui m'avait appris le maniement d'armes longtemps auparavant.

Ma désignation ne me causa qu'un enthousiasme mitigé. J'essayai vaguement de la faire annuler. Sans trop insister. Au fond, elle ne me déplaisait sans doute qu'à moitié. C'était une occasion d'aller me rendre compte sur place de ce qui se passait. J'aime bien me rendre compte sur place.

J'étais « Algérie française » comme tout le monde, y compris la plupart de ceux qui nient l'avoir été. Parce que les Français, quoi qu'ils en disent, sont volontiers cocardiers. Le drapeau tricolore flottait en Algérie, il y semblait solidement implanté, pas question d'infliger, en l'amenant, une nouvelle humiliation à l'amour-propre national, il venait d'en avoir son compte.

A mes yeux, les insurgés n'étaient pas

US L'UNIFORME

« Constantine était alors très différente d'Alger et d'Oran, non seulement par sa population, beaucoup moins nombreuse, mais par son allure, beaucoup plus couleur locale. » La Casbah de Constantine.



Pierre Tétrel

une poignée de coureurs de pistes; ils avaient fait subir à l'armée quelques cuisants échecs, le sang avait beaucoup coulé et je n'étais pas assez naïf pour croire que les « forces de l'ordre » n'avaient riposté qu'avec des fleurs. Je n'ignorais pas que les Européens avaient tendance à éprouver envers « les Arabes » un mépris assez choquant pour un esprit libéral. Tout cela je le savais, mais superficiellement et « en gros ».

Je n'avais pas étudié les problèmes. Une loi vieille de dix ans avait supprimé les communes dites mixtes et les avait remplacées par des communes de plein exercice, ce qui donnait aux électeurs plus de pouvoirs. Mais elle était restée sans effet, les Européens d'Algérie s'opposant à son application. Lorsque je l'appris, j'en fus éberlué.

Quel allait être mon rôle à Constantine, le mien et celui de trois autres magistrats de la métropole, tandis que d'autres embarquaient à destination d'Alger et d'Oran?

Il existe dans les tribunaux militaires, comme dans les autres, un « parquet » chargé de soutenir l'accusation avec, à sa tête, non pas un procureur de la République, mais un commissaire du gouvernement. Celui de Constantine était le colonel Raymond. Il connaissait le pays, il ne dramatisait pas, il savait se servir ▶

des relations qui se désagrègent autour du personnage "de Gaulle"

de ses atouts et renoncer aux levées impossibles, étant au surplus bridgeur de grande classe. Il était assisté de plusieurs substituts et de plusieurs juges d'instruction. Certains étaient de carrière, les autres de réserve, la plupart de ceux-ci magistrats, mais pas tous.

Je pense à mon ami Francis-J.-P. Chamant qui, administrateur de clinique, se révéla un accusateur prompt à la réplique. Se souvient-il du jour où, un témoin peu volubile déclarant devant nous, à l'audience : « Dieu seul le sait », j'ai vu au siège du ministère public se dresser la large carrure du capitaine Chamant et entendu sa voix de stentor proclamer : « Non, monsieur, je le sais aussi ! Nous sommes deux à le savoir, Dieu et moi »? Cela fit grand effet dans la salle.

Pas d'assesseur musulman

Plusieurs interprètes, dirigés par le lieutenant Mérabet, la plupart sous-officiers de réserve originaires d'Algérie, traduisaient l'arabe, le kabyle et tous les dialectes du pays. Mérabet savait passer de l'un à l'autre avec une vélocité stupéfiante.

Malgré leur titre de « permanents », les tribunaux militaires ne possèdent pas de magistrature de jugement professionnelle. Ils n'ont pas celle qu'on nomme, sur le plan civil, le « siège » ou la magistrature « assise », celle qui rend les décisions, celle qui réellement « juge ».

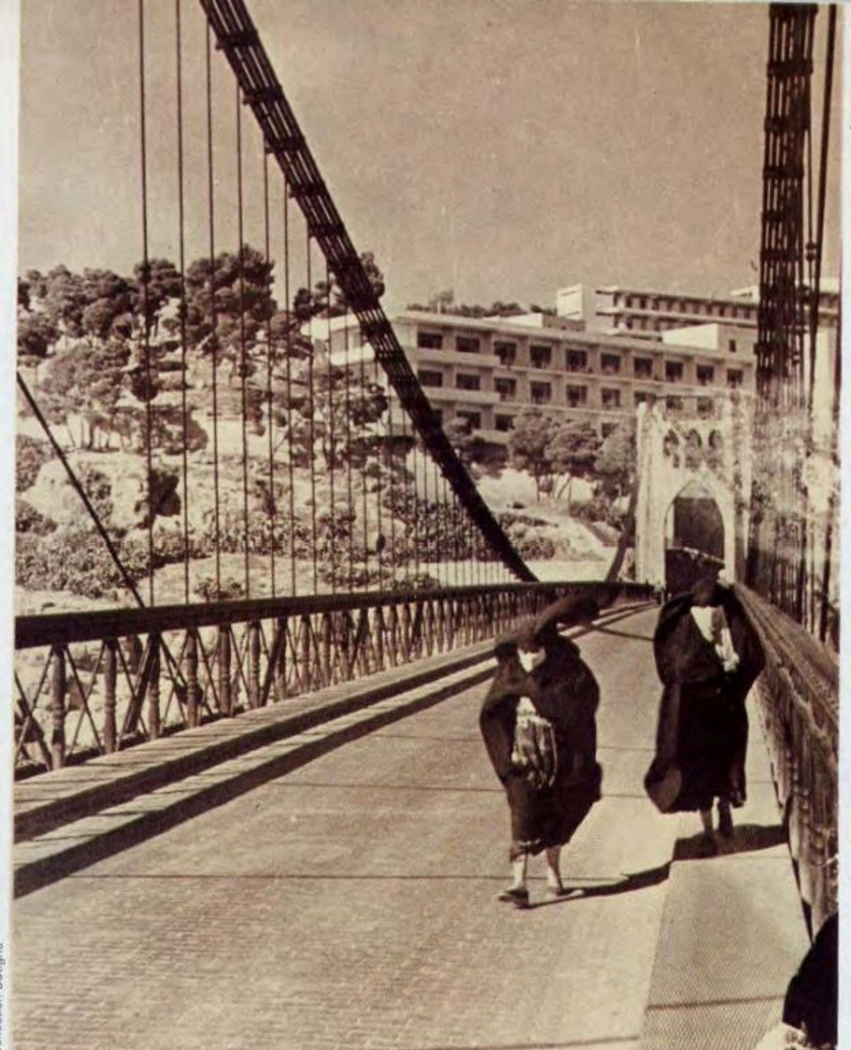
Cette fonction est remplie par un président et par des assesseurs qui n'en font pas carrière, des jurés en quelque sorte, désignés pour une période de temps par leurs supérieurs hiérarchiques. Le président est, en temps de guerre, un officier, en temps de paix un magistrat civil appartenant à un tribunal du ressort. Les assesseurs sont des officiers servant dans des corps ou services stationnés à proximité.

Ceux que j'ai connus étaient d'origines très diverses, du presque gamin à l'ancien, du baroudeur au bureaucrate, du métropolitain au colonial, et de toutes les catégories sociales. Dire qu'en règle générale les baroudeurs étaient les moins répressifs dès qu'un « crime » ressemblait à un acte de guerre, ce n'est pas trahir le secret d'un délibéré. Le juge alors reconnaissait dans l'inculpé un homme de sa trempe, dont le sort devait se régler « à la loyale » sur un autre terrain que les arguties juridiques.

Je n'ai jamais eu à mes côtés un seul assesseur musulman. Je l'ai regretté. J'en ai fait la remarque. On m'a répondu : « C'est pour ne pas les compromettre. » Comme si un officier musulman était moins compromis sur le terrain qu'en faisant partie d'un tribunal dont la décision est toujours collective et dont nul ne sait ce que chacun de ses membres pensait individuellement.

L'Algérie de 1957 n'était pas officiellement en état de guerre. Elle l'était en fait. Nous affrontions au surplus une forme de conflit surchargeant des tribunaux fort peu occupés en temps normal. Il y avait dans la région bien assez d'officiers pour composer les tribunaux, pas assez de magistrats civils pour les présider. Un responsable imagina de mobiliser des magistrats en service dans la métropole et de les envoyer présider en Algérie en tant qu'officiers. Ils y restaient quelques mois. D'autres les relevaient.

Nous étions à Constantine quatre présidents, un président titulaire ayant rang de colonel, l'avocat général à la Cour de cassation Henri Lebègue, et trois présidents suppléants ayant rang de lieutenants-colonels, le conseiller Garaud, de la cour de Douai, le président Gaillard, du tribunal de Laval, et



Collection Batigne

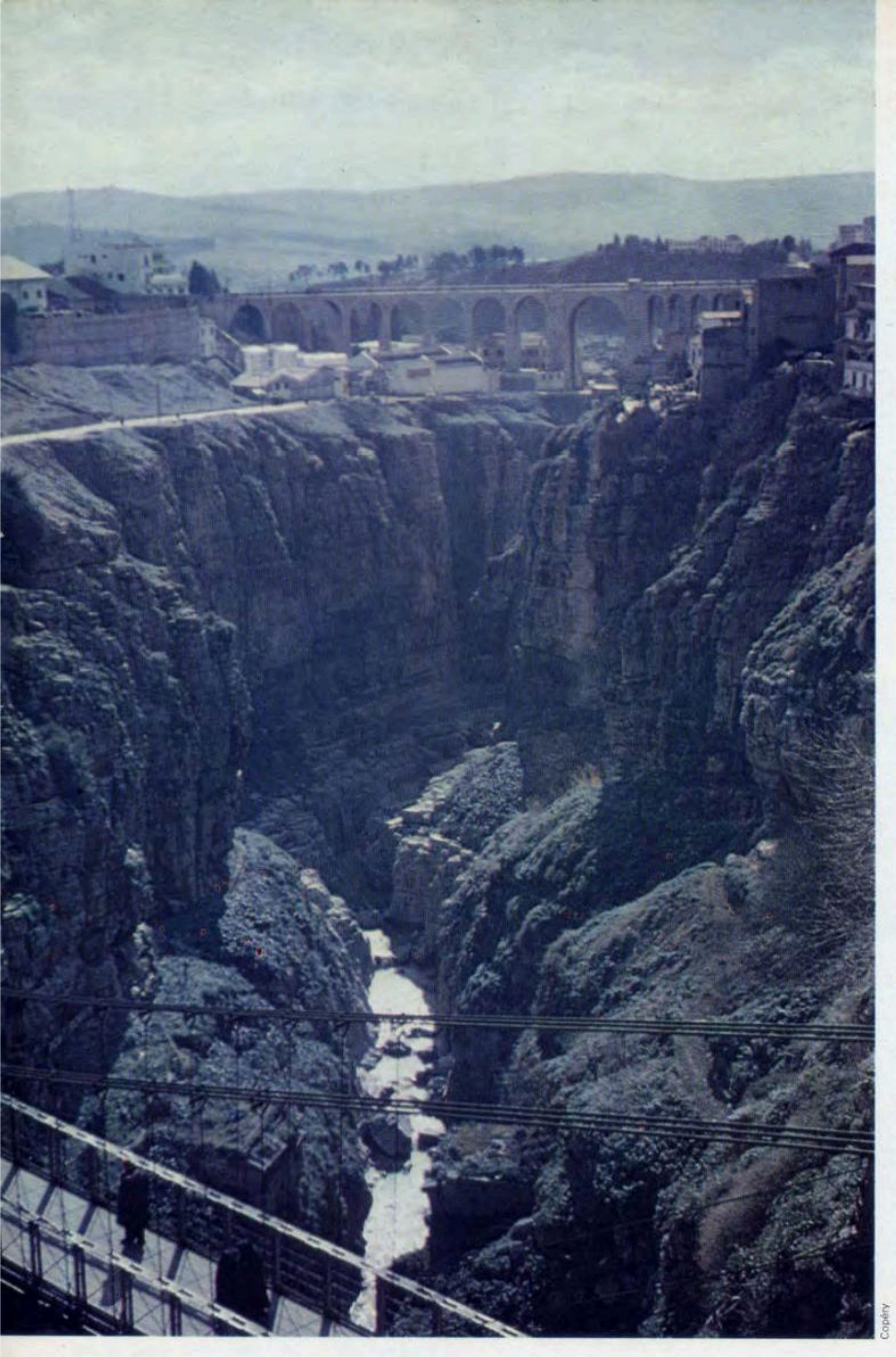
◀ Sur le pont suspendu, que le vent balance au-dessus de la gorge du Rhumel, des femmes en noir. C'est la coutume, dans cette région d'Algérie.

Le splendide cañon, de 1 500 mètres, de la gorge du Rhumel fait de Constantine une cité farouche, et qui fut longtemps imprenable. La ville tomba en 1837, non sans mal...

« La seule des trois villes où la population musulmane fût majoritaire ; la plus importante agglomération israélite de l'Algérie. » ▼



Pouyet


Copéry

moi. L'avocat général Lebègue assumait la présidence administrative, nous nous partagions tous les quatre celle des audiences. Il n'est sans doute pas vain de dresser un croquis psychologique rapide de trois d'entre nous, trois seulement, puisqu'on ne se connaît pas soi-même.

De Gaulle de Colombey

L'avocat général Lebègue était un magistrat d'une classe exceptionnelle et je ne pense pas qu'à l'heure actuelle quiconque puisse me suspecter de le dire par flatterie ou par intérêt. Remarquable administrateur, excellent juriste, ferme sur les principes comme il sied à la cour à laquelle il appartenait, d'esprit très fin, de rapports agréables, il n'avait en rien l'allure d'un passionné. Il l'était pourtant sur le plan politique, pas sur celui des « astuces subalternes », comme disait Ramadier, sur celui des grandes options. Fidèle au de Gaulle de l'appel du 18 Juin, au de Gaulle de la Libération, il attendait beaucoup du de Gaulle de Colombey et devait se dresser résolument contre le de Gaulle d'Algérie. Il le dit alors qu'il occupait le poste de directeur de la gendarmerie et de la justice militaire auquel il avait été nommé après Constantine, et on le lui retira. Il aurait pu et dû accéder aux plus hautes dignités. A un étage beaucoup plus modeste il fut aussi déçu par moi. L'amitié qu'il me portait se refroidit lorsque l'évolution des événements me permit d'estimer que l'Algérie « française » n'était qu'un mirage. Il ne comprit pas que pour moi aussi ce fut quand même un déchirement. C'est dommage. Je lui conserve une grande estime. Où est le temps où il m'appréciait, où il riait quand je lui signalais qu'un gendarme peu au courant du chevauchement des hiérarchies armée-justice lui donnait le titre de « général des avocats », où il appelait son pistolet mitrailleur « mon Batigne », car je lui avais appris à jouer de cet instrument peu juridique ?

Les bradeurs

Le colonel Garaud m'a considéré, j'en suis bien certain, un peu comme un traître pour la même raison. Il avait accompli, seul de nous quatre, une grande partie de sa carrière en Afrique du Nord. Comme il advenait souvent aux métropolitains « naturalisés » africains, il était plus pied-noir que les pieds-noirs de naissance. L'Algérie selon lui était aussi française que sa Vendée natale, et ceux qui la « bradaient » étaient des incapables ou des criminels. Garaud était un croisé, encore que de religion protestante, un protestant qui s'affirmait peu conformiste. Il disait que c'était de tradition dans sa famille et qu'un de ses aïeux avait été, pendant la guerre de Vendée, le seul officier « parpaillot » des armées catholiques et royales. Je le présentai un jour, moi, catholique, à un pasteur, aumônier militaire, pour lequel j'éprouvais une vive sympathie. Il lui déclara tout à trac : « J'aime autant vous dire que je suis brouillé avec tous les pasteurs. – Moi aussi, répliqua l'aumônier qu'on ne prenait pas sans vert. – Les pasteurs ne comprennent rien aux événements d'Algérie. – Ce qui me console d'être pasteur, c'est que les prêtres y comprennent encore moins. » J'ai vu mon ami Garaud – il refuse aujourd'hui ce titre – écœuré d'entendre un bidasse de 2[e] classe se réjouir de voir arriver « la quille » et de rentrer chez lui. « Encore un qui n'a rien compris à l'Algérie ! » Oui, c'était un croisé et les croisés comprennent mal les hommes moyens.

Le colonel Gaillard, catholique fervent sans la moindre ostentation, ne dissimulait à personne la foi profonde qui l'animait. Père de famille nombreuse, il avait reçu son ordre d'appel quelques jours avant la date de la première communion d'un de ses enfants. Il ne voulut pas solliciter le délai qui lui aurait permis d'assister à la cérémonie. Il m'en parla en me disant très simple- ▶

dans le folklore d'Oued-Hammimine, à côté des "coups fumants" du

ment qu'il avait tenu à montrer par cet exemple aux siens ce qu'était le devoir militaire. C'était un saint, il fut un martyr. Il fut tué non loin de moi sur la piste de Biskra à Touggourt, alors qu'il avait dans sa poche son ordre de démobilisation et son billet d'avion pour la métropole. Nous devions rentrer ensemble. J'ai relevé son corps sur le bord de la piste, écouté, à ses obsèques, la musique militaire et les discours sur l'Algérie française et accompagné son cercueil au quai d'embarquement à Philippeville. J'ai pris sans lui l'avion du retour. Ce n'est pas *la Marseillaise* que je fredonnais dans la carlingue, mais un couplet d'Yves Montand : *Quand un soldat part pour la guerre il a – Beaucoup d'chansons et des fleurs sous ses pas – Quand un soldat revient d'la guerre il a – Simplement eu de la veine et puis voilà.*

Le bataillon de Corée

Lors de mon arrivée à Constantine, avant de prendre mes fonctions, j'étais allé saluer un haut magistrat à son cabinet du palais de justice. L'homme est grand, mince, sec, il a beaucoup d'allure et du cran. Il donne même des inquiétudes au préfet Maurice Papon. Le préfet craint qu'un jour les « fells » ne lui enlèvent son haut magistrat qui s'obstine à traverser, impavide et sans escorte, des zones infestées. Quand on est oranais, on ne se détourne pas pour éviter les salopards. Le haut magistrat ne me connaît pas, il ne m'a jamais vu, il ignore ce que je pense, mais il attaque tout de suite :

– Alors, vous êtes juge d'instruction à Paris ?

J'acquiesce. Il continue dans sa foulée :

– Qu'est-ce que vous attendez pour inculper Mendès-France ?

Je suis un peu soufflé. Je réponds :

– J'attends d'être requis de le faire.

– Ce devrait être fait depuis longtemps.

Constantine était alors très différente d'Alger et d'Oran, non seulement par sa population, beaucoup moins nombreuse, mais par son allure, beaucoup plus couleur locale. C'était la cité de l'intérieur, plus farouche, la capitale des montagnes, la seule des trois villes où la population musulmane fût majoritaire, la plus importante agglomération israélite de l'Algérie. Siège de la division, elle avait une garnison permanente assez étoffée. Le fer de lance en était constitué par le bataillon de Corée, unité composée de petits gars du contingent. Elle avait bel aspect, mais les mercenaires d'Extrême-Orient chers à Lartéguy auraient regardé avec dédain ces héritiers du nom dans lesquels ils ne se seraient



Batna, la cité de l'Aurès, et sa rue des Balcons, qui évoque assez quelque ruelle d'Andalousie, un jour chaud.

pas reconnus. De l'hôtel Cirta où je logeais on entendait parfois, la nuit, des patrouilles tirer. Je fus une fois réveillé par une mitraillade brève et violente. Ce coup-ci, c'étaient les « fells ». Ils venaient de surprendre un car de police de ronde en un point où un virage en épingle à cheveux l'obligeait à stopper.

La ligne Morice

Quatre gardiens de la paix sur cinq furent tués. Le cinquième, indemne, dut son salut au fait qu'il tomba dans un fossé profond plein d'eau. Il s'immobilisa au fond respirant à l'aide d'un roseau, selon le vieux truc appris des Viets en Indochine où il avait servi.

Le tribunal militaire se déplaçait fréquemment. Il siégeait tous les jours, sous la présidence de l'un de nous, à Constantine, soit dans ses propres locaux, soit dans une salle du palais de justice. Mais des sections temporaires circulaient concurremment. Le général Noiret, qui commandait la division, tenait à faire rendre la justice le plus près possible des lieux où s'étaient déroulés les faits dont nous étions saisis. La méthode est excellente. Elle ne permettait pas seulement d'épargner aux témoins de trop longs déplacements et d'avoir plus d'impact sur l'opinion publique, elle

facilitait aussi l'information des juges. Il vaut mieux avoir du terrain une connaissance directe que de l'apprendre à travers des papiers rédigés par d'autres. C'est ainsi que j'ai rayonné un peu partout dans la région.

Je me suis rendu, en août, à Guelma. Température torride et secteur chaud. On s'y était déjà battu en 1945, lors de l'insurrection dont Sétif avait été le principal foyer. Aujourd'hui, c'est une route de pénétration des « fells » venant de Tunisie. Le barrage des frontières, la ligne Morice, est loin d'avoir atteint l'efficacité qu'il aura plus tard. Selon le général Noiret, les postes de radar révèlent à peu près la force des bandes qui passent, mais il n'a pas d'effectifs pour les intercepter ensuite. On me précise à l'état-major : « Vous irez en avion, c'est plus rapide et c'est plus sûr. » Aller à Guelma en avion, je ne demande pas mieux.

J'embarque à Oued-Hammimine, le petit terrain proche de Constantine, en compagnie du capitaine Le Gallais, qui fera fonction de commissaire du gouvernement, dans un « coucou » de liaison piloté par une « lieutenante ». Elle a « fait » l'Indochine et n'a pas froid aux yeux. Avant de décoller, nous prenons un pot à la cantine. On me raconte la dernière visite de Georges Bidault. Il se serait écrié, montrant du doigt une bouteille de bon vin dans la rangée des jus de fruits : « Je vois que vous avez pensé à moi. » Le mot a pris place, dans le folklore d'Oued-Hammimine, à côté des « coups fumants » du lieutenant Servan-Schreiber, qui n'était pas encore J.-J. S.-S.

P... de guerre !

Entre Oued-Hammimine et Guelma, trente minutes de vol par-dessus un bled pelé. La « lieutenante » me désigne, en bas, dans les rochers, une vingtaine de silhouettes, présumées « fells ». Ce sont peut-être des villageois se rendant au marché. Il y a eu des pilotes trop nerveux mitraillant trop vite. La « lieutenante » n'est pas nerveuse et le « coucou » n'est pas armé. Atterrissage sans encombre, le terrain n'est pas Orly.

La petite ville est à l'heure alsacienne et lorraine. La troupe vient de nos départements de l'Est. Les salopards, dit-on, ne sont pas loin. Ils ont attaqué en force quelques mois plus tôt et se sont fait « coxer ». La citadelle, la sous-préfecture, le commissariat, la gendarmerie ont des aspects de fortins. La nuit, un blindé de la gendarmerie mobile stationnera devant l'hôtel où je loge avec Le Gallais. A Hammam-Meskoutine, petite ville d'eaux aux sources chaudes, où je me transporte avec les blindés, un poste d'infanterie est retranché dans un point d'appui digne, la neige en moins, de la guerre de 14.



Kovaci

« Mes souvenirs revivent. Bougie et son port, sentant les vacances au bord de la mer. » Pas pour longtemps...



Copéry

Ce gros oiseau ? Une « Alouette » atterrit dans la cour du quartier Welver, où siège l'état-major, à Constantine.

Mes souvenirs revivent en foule. Bougie et son port bleu sentant bon les vacances au bord de la mer. Les jeeps des Sénégalais filant, champignon écrasé, sans souci des risques. Les parois rocheuses où sont peints, en lettres énormes, les mots ALGÉRIE FRANÇAISE, mais, de notoriété publique, les soldats sont les seuls à avoir pu les écrire. La sensation du « fell » qui, dans un bois, saute d'un arbre derrière moi ; je me retourne promptement, ce n'est qu'un grand singe. Khenchela, aux entrées hérissées de barbelés et de képis blancs. Batna, où le général Parlange me fait un cours sur la pacification. Bien d'autres. Mais, dans ce cadre, il faut me borner.

Le mot de la fin ? Celui qui me le fournira, c'est un soldat de mon village, rencontré par hasard et dont le temps se tire. Ce n'est plus que du quinze au jus. Je lui demande les impressions qu'il gardera de l'Algérie. Il n'a pas le goût de se psychanalyser. Il repousse son casque sur la nuque, se gratte la tignasse, hoche la tête et me dit tout simplement :

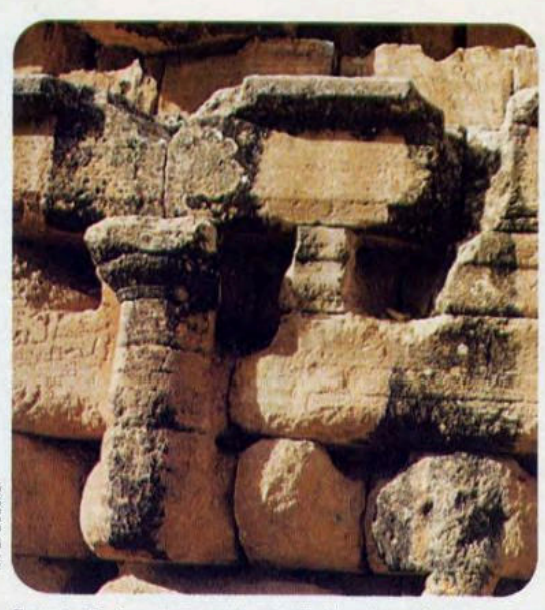
– Putain de guerre, mon colonel ! H

Jacques BATIGNE
vice-président honoraire du tribunal de Paris



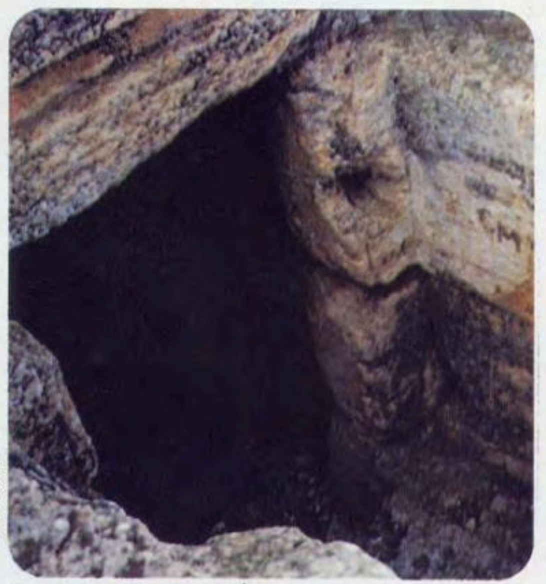
M.-E. Boucher

Vue générale du mausolée, qui rappelle étrangement le tombeau de la Chrétienne, près de Tipasa. Sa forme est typiquement berbère mais son origine et sa date exacte sont inconnues.



M.-E. Boucher

Pour rendre le monument inviolable, l'entrée est invisible. Les rainures reliant deux chapiteaux révélèrent son mystère.



M.-E. Boucher

L'entrée. Quand les archéologues pénétrèrent dans le mausolée, il était vide. Des voleurs les avaient précédés.

LE MEDRACEN *un mausolée royal*

Depuis la route de Constantine, à 30 km avant Batna, on aperçoit la silhouette ronde d'un grand monument, à 8 km de là, dominant la plaine à 900 m d'altitude.

C'est le plus ancien mausolée royal d'Algérie parvenu jusqu'à nous. La tradition le nomme Medracen, en l'honneur de Madrous, roi inconnu.

Sa forme est typiquement berbère : c'est une bazina à degrés, c'est-à-dire une construction cylindrique surmontée d'un cône formé de gradins, mais à la fois plus grande que les bazinas courantes (59 m de diamètre et 18,50 m de haut), et surtout habillée d'un décor sobre emprunté à la civilisation carthaginoise toute proche : 60 colonnes doriques, surmontées d'une corniche dont la gorge égyptienne allège l'ensemble, enrobent la partie droite, élégante et trapue. Une plate-forme au sommet des gradins supportait peut-être une sculpture, lion ou autre sujet.

Côté est, un dallage forme un avant-corps. En partie revêtu d'un enduit pourpre — survivance du rouge funéraire préhistorique — il servait de lieu de culte.

Pour rendre le monument inviolable, l'entrée était invisible aux yeux profanes.

En trois points du pourtour, cinq rainures reliant chaque fois entre eux deux chapiteaux, forment les sommets d'un triangle équilatéral. C'est le « fil d'Ariane » qui révèle l'entrée secrète du tombeau, regardant le soleil levant, sur la bissectrice du triangle. Il fallait encore soulever deux pierres des troisième et quatrième gradins pour découvrir la porte : on apercevait alors une herse de pierre glissant entre deux rainures, elle ouvrait sur une galerie en pente, au sol teinté de rouge, qui conduisait à la chambre sépulcrale.

Mais quand, enfin, les archéologues y pénétrèrent, celle-ci était effondrée et vide.

Des perceurs de tombeaux avides de trésors

Ils avaient été précédés, à une époque indéterminée, par des perceurs de tombeaux avides de s'emparer des trésors qu'il devait receler. Ils avaient réussi à résoudre le mystère de l'entrée par hasard, en retournant toutes les pierres des gradins pour en arracher le plomb qui les scellait.

Il garde donc pour nous son mystère. Quel est le nom royal de celui qui voulut dormir au sommet de ce col surplombant deux vallées ? Seule l'architecture du mausolée, empruntant son décor à la Grèce et à l'Égypte, permet de le situer dans le temps, par référence aux monuments numides et puniques, vers le IIe s. avant J.-C., à l'époque des royaumes indépendants. H

Odette BOUCHER

CHRONOLOGIE

Avril 1957

FRANCE

4 : l'Assemblée nationale adopte le statut du Cameroun.
8, 11 : visite officielle de la reine Elisabeth II et du prince Philip.
27 : mort de Jules Jeanneney, ancien président du Sénat.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : transfert de Radio-Tunis au gouvernement tunisien.
2 : création d'une commission franco-marocaine sur le litige résultant du détournement de l'avion de Ben Bella.
Aide américaine de 20 millions de dollars au Maroc.
5 : création d'une commission des droits et libertés individuelles en Algérie.
14 : tentative de coup d'État en Jordanie.
24 : second mémorandum égyptien sur le canal de Suez.
28 : le roi Hussein refuse d'établir des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S.
29 : rencontre des rois Hussein et Saoud.
30 : création d'une commission administrative dans chaque département algérien.

AMÉRIQUE

2 : état de siège au Chili.
25 : le ministère de la défense des États-Unis ordonne à la VIe flotte de gagner la Méditerranée orientale.

ASIE

5 : formation d'un gouvernement communiste dans l'État indien du Kérala.
6 : accord nippo-soviétique sur les pêcheries.
7 : Norodom Sihanouk, premier ministre du Cambodge.
11 : Singapour obtient l'autonomie interne.
15 : entretiens soviéto-mongols sur la coopération.
17 : remaniement du gouvernement central indien : Krishna Menon devient ministre de la Défense.
22 : Ceylan concède, pour cinq ans, deux bases à la Grande-Bretagne.

EUROPE

2 : avertissement soviétique à l'Espagne au sujet de son adhésion à l'O.T.A.N.
4 : livre blanc britannique sur la défense.
7 : décès du cardinal Segura, archevêque de Séville.
10 : signature d'un accord commercial soviéto-yougoslave.
12 : les grands partis de l'Allemagne fédérale et les savants allemands contre l'armement atomique de la Bundeswehr.
14 : signature d'un protocole soviéto-iranien sur les frontières.
17 : conversations soviéto-albanaises confirmant l'identité des vues.
Conférence atomique à Bonn.
18 : Mgr Makarios en visite à Athènes.
25 : Duncan Sandys étudie la possibilité de faire de Chypre une base de l'O.T.A.N.
27 : abandon de la collectivisation des terres en Yougoslavie.
30 : mémorandum soviétique sur le désarmement.

LA SEMAINE PROCHAINE



LE TERRORISME ET LA TORTURE EN ALGÉRIE

Sommaire du n° 226 :

- **Ici, Bruno !**
Les Bigeard's boys donnent la chasse au commando Azzedine. Un combat de fauves contre un ennemi valeureux s'engage jusqu'au corps-à-corps. Mais Azzedine a décidé de passer coûte que coûte...

- **Terrorisme et torture**
Les terroristes sont-ils des combattants? Doit-on les traiter comme tels? Y a-t-il des points de comparaison entre le bombardement d'Hiroshima et les bombes des lampadaires du Casino de la Corniche, etc? La guerre révolutionnaire ou subversive doit-elle avoir ses lois comme la guerre conventionnelle?

- **Campagne contre la torture**
Dès la fin du mois de janvier, une campagne antitorture se déchaîne en métropole, soutenue par une grande partie de la presse. Ce premier article analyse la situation telle que la voyaient ceux qui, bientôt, seront désignés pour faire partie de la commission de sauvegarde ou la soutiendront activement.

- **Le 1er R.E.P.**
Qui étaient ces légionnaires qui participaient à la « bataille d'Alger »? Il y avait parmi eux quelques survivants de la bataille de la R.C.4, ceux qui avaient écrit une page d'histoire de l'armée française à la frontière sino-tonkinoise.

- **Chasse au C.C.E.**
L'échec de la grève provoqué par l'énergique réaction du commandement militaire a mis dans l'impasse les chefs du C.C.E. Les survivants se sont réfugiés dans les wilayas, au Maroc, en Tunisie. Ils décideront bientôt de porter en France une partie de leurs activités terroristes.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 225 - 24 avril 1972.

NOUS COMMENCERONS DEMAIN :

"CARNETS DU VERTIGE"

par Louis LACHENAL et Gérard HERZOG

Le récit pathétique de la vie et de la mort de Louis LACHENAL le "saint" de la montagne

SUITE PAGE 3

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes — Directeur général : Alain de SERIGNY — 15 FRANCS — 20, rue de la Liberté — Téléphone : 373-80 à 85

Mardi 5 Mars 1957

Au retour de M. Guy MOLLET

L'affaire du lait devrait se dénouer sans crise ministérielle

Mais les véritables problèmes : Algérie et politique économique et financière seront jugés les 14 et 15 mars

DE NOTRE REDACTION PARLEMENTAIRE

PARIS. — A l'heure où nous paraissons, M. Guy Mollet est sur le chemin du retour. Dès mercredi matin, il rendra compte au Conseil des ministres de son voyage aux Etats-Unis et au Canada.



SUITE EN PAGE 3

ISRAËL évacue les zones de Gaza et de Sharm-es-Sheikh

Mme Golda MEIR a confirmé aux Nations unies l'accord intervenu entre les généraux Moshe DAYAN et Edison BURNS

INFORMATIONS PAGE 3

Badèche ben Hamdi l'assassin de M. Froger ignorait l'identité de sa victime

Il a été capturé par les "bérets verts" du 1er R.E.P.

Badèche ben Hamdi

INFORMATION PAGE 8

Au terme de leur séjour en Amérique

MM. Guy MOLLET et Christian PINEAU font route vers Paris

Avant leur départ ils ont été reçus au parlement d'Ottawa

SUITE EN PAGE 3

Trois policiers musulmans désignaient des "informateurs" aux coups du F.L.N.



Deux d'entre eux sont arrêtés par les parachutistes

Le troisième est en fuite



"Mes 24 complices sont en prison : ne les imitez pas"



Pas de surprise hier soir au Palais des Sports

HUMEZ a battu BALLARIN nettement aux points

en le dominant dans les dernières reprises

Séraphin Ferrer met Hase hors de combat au dixième round



Charles Humez



Germinal Ballarin

INFORMATION PAGE 4

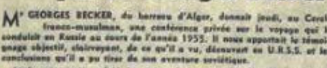
Au cours d'un violent accrochage

50 rebelles sont abattus dans le djebel Amour, près d'Aflou

Sept hors-la-loi sont tués près de FORT-NATIONAL

Importantes opérations dans le Constantinois

INFORMATIONS PAGE 8



"Un Français qui revient d'U.R.S.S."

par Me Georges Becker

Me GEORGES BECKER, du barreau d'Alger, donnait jeudi, au Cercle franco-musulman, une conférence privée sur le voyage qui le conduisit en Russie au cours de l'année 1955. Il nous apportait le témoignage objectif, clairvoyant, de ce qu'il a vu, découvert en U.R.S.S. et les conclusions qu'il a pu tirer de son aventure soviétique.

Me Georges Becker

M. E.

Dans un immeuble de la rue Rovigo



Une fuite de gaz provoque une explosion et détruit un appartement

Un locataire est atteint de brûlures

M. Guy PETIT député-maire de Biarritz chaleureusement accueilli par les Basques d'Alger







Les découvertes pétrolières de Lacq et celles du Sahara

L'EXPLOSION d'une grenade fait quatre blessés dans un café d'Oran

Un gérant de ferme, M. Anlorte est assassiné à Renault

EN PAGE 3 : NOS INFORMATIONS GENERALES
EN PAGE 4 : LES LETTRES

Séquelles de l'expédition de Suez : Israël évacue les territoires occupés par ses troupes. Toute la force de persuasion de Ben Gourion a été nécessaire pour convaincre ses généraux et leurs hommes d'abandonner le territoire égyptien qu'ils avaient conquis avec une si grande facilité trois mois avant. Ben Gourion confiera plus tard que ce fut l'épisode le plus pénible de sa longue vie politique.